

Revue n°11

## Ecrits et Manuscrits de la Médiation Familiale

**Directrice de Publication :** Danielle HANNEDOUCHE

**Comité de Lecture**

Claire Denis – Coordinatrice

Danielle Hannedouche

Marie Rousseau

Cristina Sans

Chantal Waysman

## **REVUES DEJA PARUES :**

- N°1 DE QUELQUES FONDEMENTS
- N°2 DES MODELES...CADRE ET PROCESSUS...
- N°3 LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA  
MEDIATION FAMILIALE
- N°4 LE COUPLE
- N°5 LE TIERS
- N°6 MEDIATION FAMILIALE ET SOUTIEN A LA  
PARENTALITE
- N°7 DU POUVOIR ET DE L'AUTORITE EN  
MEDIATION FAMILIALE
- N°8 MEDIATION FAMILIALE DANS LE CONTEXTE  
PENAL
- N°9 MEDIATION FAMILIALE - ANALYSE DE  
PRATIQUE
- N°10 MEDIATION FAMILIALE : ETHIQUE DE LA  
PRATIQUE

**Médiation Familiale**

**et**

**Lien social**

# Sommaire

	Pages
<b>Editorial</b>	4
<i>Danielle Hannedouche</i>	
<b>Fraternité : un désir d'humanité ?</b>	6
<i>Isabelle Juès</i>	
<b>De la fraternité</b>	10
<i>Claire Denis</i>	
<b>La médiation familiale ou le risque de la rencontre</b>	11
<i>Isabelle Pasquier</i>	
<b>Le lien familial</b>	13
<i>Marie Rousseau</i>	
<b>Les parents acteurs au centre du réseau</b>	16
<i>Claire Denis</i>	
<b>Lien familial, lien social, norme sociale et Médiation Familiale</b>	21
<i>Stéphane Ditchév</i>	
<b>Normes sociales et postures du médiateur</b>	34
<i>Marie Rousseau</i>	
<b>Note de lecture : la société des individus de Norbert Elias</b>	37
<i>Maïté Lassime</i>	
<b>La médiation familiale à l'épreuve des malentendus</b>	44
<i>Jean-Louis Matrod</i>	
<b>La notion d'égalité</b>	55
<i>Anne-Laure Petitjean</i>	
<b>Un métier d'influence sous influence</b>	56
<i>Sophie Jabari</i>	
<b>Quelques réflexions préparatoires au séminaire</b>	58
<b>Réactions aux articles parus dans les revues précédentes</b>	

## ***Editorial***

Ce numéro 11 de la revue s'appuie tout particulièrement sur le travail effectué lors des journées d'été de Montbard en juillet 2007. Le thème offert à la réflexion était : « En quoi la Médiation Familiale peut-elle être un facteur de lien social ? »

Cette notion de lien social est souvent utilisée dans le discours public sans que l'on sache toujours bien ce que cela recouvre. Dès lors, se demander de quelle façon la Médiation Familiale peut contribuer à la construction du lien social nécessite d'en clarifier le sens.

On utilise généralement, en sociologie, la notion de lien social pour désigner l'ensemble des appartenances, affiliations, relations qui unissent les gens ou les groupes sociaux entre eux. En matière familiale, elle représente, par exemple, ce qui unit les divers membres de la famille entre eux. Mais n'oublions pas cependant que ce qui attache peut aussi aliéner et cette ambivalence doit nous amener à réfléchir.

Quand l'on évoque de nos jours le lien social, c'est le plus souvent pour parler de sa crise. On stigmatise par là une société de plus en plus individualiste dans laquelle les mécanismes de solidarité sont défaillants, le sens de l'intérêt général se dissout dans l'expression de la revendication de besoins personnels. En matière familiale, cette crise du lien social s'exprime par l'éclatement des familles, l'augmentation de nombre de séparations et de divorces, l'indifférence intergénérationnelle...

Mais les contributions de ce numéro ne s'appesantissent pas sur la crise. Elles s'inscrivent plutôt dans une perspective positive où il est beaucoup question de fraternité, d'humanité, d'égalité, de solidarité, de rencontre.

Les médiateurs familiaux seraient-ils d'incorrigibles optimistes ou les artisans inspirés d'une convivialité à reconstruire ?

Danielle HANNEDOUCHE  
Responsable de la commission « édition »

**PS : Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues de l'APMF n'engagent que leurs auteurs.**

# Fraternité : un désir d'humanité ?

*Isabelle JUES*

L'idée de fraternité évoque automatiquement l'idée de famille, c'est ce qui apparaît très clairement dans les définitions qu'en propose le Littré :

- Parenté entre frères et sœurs
- Liaison étroite de ceux qui, sans être frères se traitent comme frères
- Amour universel qui unit tous les membres de la famille humaine

Nous serions donc de la même famille, la fraternité décrivant cette parenté en humanité qui définit le lien social et dont s'origine la médiation.

Peut-on en déduire que la médiation est par essence familiale, à partir du moment où elle se légitime, se réclame de cette fraternité ?

Pour ma part, j'entends dans la fraternité deux choses :

**La solidarité** d'une part, sur laquelle s'appuie notre organisation démocratique et qui prédomine dans la mise en œuvre des politiques sociales. La solidarité renvoie en effet à l'idée d'une cohésion, d'une appartenance et d'une interdépendance.

**L'altérité** d'autre part, qui me semble plus proche des fondements éthiques de la médiation, dans la mesure où elle laisse sous-entendre que « l'autre est mon égal, même s'il est différent ». La notion d'**égalité** est sous-jacente à celle de fraternité. De même que celle de **liberté** : « si je reconnais l'autre comme mon égal, c'est donc sa liberté d'être différent que je respecte, et cette liberté me permet de m'accepter moi-même comme différent ».

Est-ce que la fraternité ne serait pas le fondement de la liberté et de l'égalité ?

On trouve aussi, dans la définition du Littré, davantage mis en avant d'ailleurs dans le petit Robert, l'idée que la fraternité serait un sentiment : amour, amitié, camaraderie...

Cela ne peut manquer de nous évoquer certaines références religieuses. Caïn et Abel, Joseph et ses frères, ces textes de l'ancien testament insistent sur la nécessité d'aimer son frère, son prochain, ce qu'on retrouve tout au long des Evangiles. Il n'est pas anodin, d'ailleurs, que le nom de « fraternité » soit celui adopté par nombre de congrégations religieuses.

La mythologie n'est pas non plus absente de cet amour universel symbolisé par la fraternité. Romus et Romulus en sont un bon exemple. L'alliance des deux frères est fondatrice.

C'est ainsi que la fraternité est à la fois le fondement de la démocratie et par extension, celui de la médiation.

## **Fraternité et lien social**

Nous l'avons vu, l'action sociale est plutôt basée sur la solidarité, la notion de fraternité appartient davantage à l'universalité.

Le lien social se décrit comme la relation intrinsèque à toute rencontre humaine, la qualité de ce lien étant définie par la singularité (unicité de l'individu) et l'altérité (reconnaissance de l'autre). C'est exactement ce qu'écrit J.J. Rousseau dans son «Contrat social» :

*«Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé»* (on retrouve ici l'idée de fraternité au sens de solidarité) *«et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant»* (on retrouve les idées d'altérité, de liberté et de singularité).

Le principe du contrat social, c'est qu'il se réfère à une loi commune, celle de la volonté générale, applicable à tous, dictée par l'intérêt général. Cette loi commune, notre droit appliqué par nos institutions, est donc le reflet de la société, de ses mythes et de ses normes. Pendant longtemps, notre droit a été soumis à la morale du «bon» et du «mauvais», nous offrant une image sacrée de la famille idéale.

On sait combien cette famille évolue, combien se modifient les liens d'alliance, de filiation et de fraternité. De nouveaux repères se font jour, de nouvelles normes, amenant à de nouvelles définitions des liens familiaux, et, puisqu'il est admis que l'apprentissage des rapports sociaux se construit dans la famille, conduisant à de nouvelles expériences de citoyenneté.

Un exemple récent en est l'illustration :

Quand le mariage était du droit, le divorce était du droit. Aujourd'hui que le mariage s'apparente à un contrat, un lien, on commence à penser que le divorce n'a peut-être plus à voir avec le tribunal. Témoin ce projet de déjudiciarisation des divorces par consentement mutuel qui a les honneurs de la presse depuis quelques mois.

L'idée de la fraternité dans la démocratie ? Mieux regarder, mieux prendre en considération les liens avec les autres. Prendre de la distance avec la norme sociale, favoriser la négociation et la souplesse dans le règlement des conflits, rechercher l'équité plus que rendre la justice...

Cela ne nous conduit-il pas tranquillement vers l'idée de médiation ?

## **Fraternité et médiation**

La médiation s'origine de la fraternité, particulièrement de l'altérité.

La fraternité aurait un rapport avec la culture de la paix, la paix comme organisation sociale. La médiation familiale développe l'idée de fraternité dans la société, dans la mesure où nous pensons qu'elle peut développer le rapport à l'autre.

En effet, la fraternité permet l'accueil de l'autre, la rencontre, le respect et la reconnaissance d'autrui, autant de valeurs qui fondent le travail du médiateur.

Le cadre est l'élément essentiel du dispositif en médiation familiale. Il protège, il limite, il sécurise et libère, il invite à l'expérience de l'altérité. Il est la référence commune, énoncée et acceptée par tous. Il instaure cet espace transitoire entre un passé qui tourmente et un avenir qui inquiète.

Dans les principes éthiques qui le portent, on retrouve la fraternité, bien dans son sens d'altérité, de proximité à autrui ; puis ses corollaires, la liberté et l'égalité.

### La fraternité ou altérité

#### ➤ le principe de non violence

La médiation procède d'une philosophie de la non violence; la règle du respect mutuel fait donc partie du cadre et est énoncée comme telle. Elle induit de travailler dans l'écoute et le respect de l'autre, d'arrêter les hostilités, de ne pas utiliser ce qui est dit et travaillé en médiation pour nuire à l'autre. Le risque de la confiance, autrement dit le pari sur la bonne conduite de l'autre.

#### ➤ Le respect mutuel

Le médiateur énonce comment, à travers la manière de se parler, de s'écouter, ce principe de respect mutuel peut être institué et expérimenté.

Respect de soi et respect de l'autre. C'est notamment sur ce principe que se fonde le travail d'individuation qui, en permettant que se disent les différences, favorise la reconnaissance de l'autre, dans l'acceptation de sa différence.

#### ➤ Un principe d'individuation : le paiement

L'engagement des personnes dans la médiation se manifeste aussi par le paiement des consultations.

#### ➤ Noli nocere<sup>1</sup>

Le médiateur se doit d'être conscient de la portée de ses interventions et être constamment respectueux des personnes. Il sait que sa mission n'est pas de réussir la médiation, mais d'amener les personnes à réussir leur médiation.

### La liberté

#### ➤ Un principe d'autonomie : la libre adhésion

La médiation dépend de l'acceptation par chacun du principe de la rencontre. Est ainsi mis en exergue la liberté de chacun à s'engager et à confronter sa subjectivité à celle d'autrui. Cette libre adhésion est bien sûr en lien avec l'indépendance individuelle des personnes et leurs capacités d'autodétermination. L'engagement individuel prime sur l'injonction.

#### ➤ Un principe de liberté : la confidentialité

Elle est une condition nécessaire à l'espace de médiation afin de garantir à chacun sa liberté de parole.

#### ➤ Corollaire de la confidentialité : l'indépendance

Le médiateur doit pouvoir garantir aux familles qu'il reçoit une liberté totale par rapport aux pressions extérieures visant à orienter son travail dans un sens ou un autre.

### L'égalité

#### ➤ L'impartialité

---

<sup>1</sup> Ne pas faire de mal



C'est cette vertu qui place le médiateur en position de tiers, assurant aux participants de la médiation une équivalence de traitement. Cette notion s'appuie sur l'idée d'équilibre, équilibre de la parole, équilibre des modes d'intervention, transparence due aux personnes, la recherche de l'équité.

➤ La neutralité

Neutralité du lieu d'abord, puis neutralité du médiateur lui-même. Il s'agit pour lui de pouvoir mettre à distance sa propre subjectivité, d'être conscient des projections et des résonances qu'éveille en lui ce travail avec les personnes. Et notamment de s'interroger sur sa propre influence.

La médiation familiale ne véhicule t-elle pas l'idée que quand on se sépare on est encore dans la fraternité, on peut compter l'un sur l'autre ? Le médiateur n'aurait-il pas comme objectif latent ... de «réconcilier» des personnes qui vont pouvoir se reconnaître comme «frères», comme existant, comme appartenant à la même «fratrie» du groupe social universel ?

La médiation familiale est bien un laboratoire du lien social,  
un désir d'humanité.

# De la fraternité...

Claire DENIS

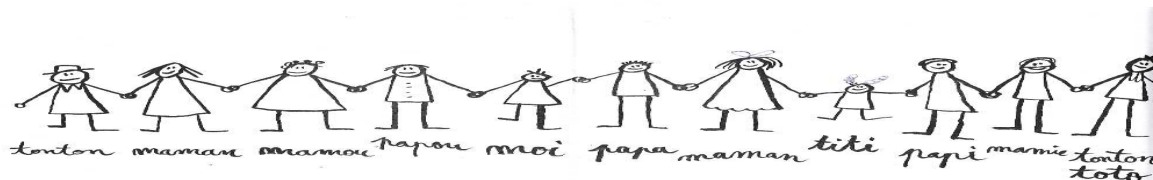
*«La fraternité unit - Elle est une belle image de la concorde et du lien social - et elle divise - on se dispute dans la fratrie, on se dispute les mêmes parents, sollicités et convoités par plusieurs enfants...pour autant la force du lien fraternel, grâce à cette dynamique de rivalité, justement, c'est de n'être jamais un lien fusionnel. La fratrie a quelque chose de salutaire parce qu'elle nous emmène dans ce que j'appellerai une dialectique de l'amour et de la loi.....la fraternité nous apporte bonheur et malheur, en tout cas, elle déranger notre narcissisme : dans la fratrie on apprend à se serrer la ceinture et à se serrer les coudes ; on apprend à se serrer la main» Etienne Gruillot professeur de philosophie*

Elle trotte derrière liberté et égalité, la fraternité ...elle est la troisième de la fratrie républicaine, plus ronde et moins austère que ses consœurs -

Cette petite fraternité, à bien la regarder, se révèle à double face : elle est à la fois «Universelle» - («tous les hommes et tous les peuples sont frères» clame – t - elle) - et particulière (elle se réclame de frères et sœurs «de sang» mais aussi d'alliances, des «grands frères» de banlieue en passant par les frères et sœurs en religion, les frères et sœurs de même culture, les frères et sœurs portés par des intérêts communs ...).

Ainsi, lorsque la fraternité se fait trop «particulière», elle met à mal son profil universel : on peut se révéler être hors fratrie, ou plus frères et sœurs que d'autres ! L'Altérité avec son grand A, évoque davantage de sérieux et de distance...liberté, égalité, Altérité ? et non, elle est bien là, la fraternité, avec son «je ne sais quoi» de cours de récréation, de batailles de polochon, de bêtises faites dans le dos des parents ...

La fraternité est le lieu des alliances et de l'entraide et aussi des divisions et des rivalités; elle peut construire des barrières qui excluent comme des ponts qui relient...



# ***La médiation familiale ou le risque de la rencontre Variations sur le thème du lien***

*Isabelle PASQUIER*

*Ce texte a été rédigé à partir des notes que Marie-Claude SIXDENIER a prises lors des journées d'été de Montbard.*

S'il semble que nous vivions aujourd'hui dans une société de l'individu, cette autonomisation croissante des personnes ne signifie pas pour autant moins de société : « l'individualisme n'est en rien une perspective a-sociale ou anti-étatique. Bien au contraire, il requiert une organisation sociale et étatique telle que l'émancipation des individus soit possible, et possible pour tous. » <sup>2</sup>

Dans la famille non plus, la montée de l'individualisme n'est pas incompatible avec les liens familiaux. L'importance du rôle d'aide et de soutien intergénérationnel permet de l'affirmer.

A l'heure de l'individualisme, comment redéfinir le lien social et en quoi la médiation familiale y joue-t-elle un rôle ?

## **Le lien social**

Quand on parle de lien, on parle bien sûr de tout ce qui relie, mais aussi, en creux, des difficultés de la création et du maintien du lien.

Pour qu'un lien fécond soit établi, il est nécessaire qu'il soit fondé sur le principe de l'altérité, c'est-à-dire sur la reconnaissance et le respect de l'autre.

Le lien social serait ce qui permet à chacun de se reconnaître comme humain appartenant à une communauté où l'on est accepté mais de telle manière que l'Autre permette d'être Soi. Le lien avec autrui permet l'identification, la construction de normes sociales et l'intériorisation de celles-ci (le sur-moi en psychanalyse)

---

<sup>2</sup> François de Singly Les uns et les autres. Quand l'individualisme crée du lien, Ed. Hachette 2005

Un maillage familial et social sain permet à une société démocratique de s'épanouir alors que le manque de lien social peut conduire à une déshumanisation et à la violence.

On pourrait dire que la toute première ébauche de lien social est fondée sur la rencontre humaine. Une rencontre humaine qui est aussi une prise de risque, celle de faire confiance : confiance en soi-même et dans l'autre pour construire un *vivre ensemble*.

Le risque de la rencontre avec l'autre est possible lorsque l'on se sent suffisamment en sécurité, assuré de sa propre personnalité. Alors, il est possible de reconnaître l'autre dans sa singularité et son altérité.

Le lien humain est essentiel. Tout au long de la vie d'une personne, il y aura forcément - par la force des choses - un minimum d'échanges avec d'autres, par le biais de liens familiaux puis de liens sociaux. Le sujet humain n'existe que par les liens qu'il crée et pourtant, il ne se confond ni ne se réduit à ces liens.

Le lien social se construit sur trois niveaux : l'individu, la communauté et la société. Il est à la fois porteur de contraintes, sous la forme de normes collectives et vecteur d'une possibilité de liberté individuelle. Certains liens apparaissent ainsi imposés alors que d'autres seraient librement et sciemment choisis par les individus.

La médiation familiale permet aux personnes de mettre en regard la dimension normative et celle d'une réflexion et d'une recherche individuelle sur le lien familial. Le médiateur familial travaille donc avec ces deux dimensions.

### Le lien familial

Qu'est-ce que la famille ? Qu'est-ce qui fait famille ?

Le lien familial n'est pas toujours un lien d'amour. Les membres d'une famille sont parfois unis par la haine. Amour et haine peuvent être les deux faces opposées ou complémentaires de l'attachement.

Bien entendu, il est difficile d'avouer ressentir de la haine ; bien que dire son amour puisse aussi l'être : « tu ne m'as jamais dit que tu m'aimais » peut-on parfois entendre en médiation familiale.

Dans les séances de médiation familiale, nous repérons, et peut-être même, permettons que s'expriment des mouvements de tension contradictoires entre le désir de réalisation individuelle et celui de réussite de couple et de famille.

### La rencontre de médiation

On retrouve dans la rencontre que propose la médiation familiale les valeurs qui fondent une société démocratique :

- Liberté, responsabilité, égalité
- Fraternité, solidarité, tolérance, respect

La médiation familiale contribue à la cohésion sociale en proposant aux personnes de se rencontrer et d'échanger dans le respect de ces valeurs. Elle apparaît ainsi comme un temps et un espace d'expérimentation du lien social.

Les relations de pouvoir *gagnant/perdant* ou *dominant/dominé* sont déséquilibrées. La médiation familiale tente de rééquilibrer ces relations, en permettant la reconnaissance des places, rôles, capacités et responsabilités que chacun exprime vouloir exercer.

Dans l'espace de médiation familiale est posé un cadre suffisamment sécurisant pour que puisse s'expérimenter la liberté de chacun et la possibilité d'oser être soi. Les personnes qui s'engagent dans une médiation peuvent choisir et prendre le risque d'être elles-mêmes, dans le respect, la confiance et la tolérance envers l'autre.

La médiation familiale fait une proposition d'ouverture à l'altérité, à la reconnaissance de l'autre comme un frère en humanité. C'est une réflexion sur l'égalité et l'équité. C'est prendre le risque de faire confiance, celle-ci étant un pari sur l'avenir.

Les questions que nous posons pour savoir comment la médiation familiale permet de développer ou de contribuer à la liberté, à l'égalité et la fraternité, tournent autour des contours à donner à l'altérité : quelle place pour l'autre et jusqu'où ? Quelle place pour soi-même ?

La rencontre nécessite un minimum de confiance en soi et en l'autre. Je ne peux rencontrer l'autre que si je lui laisse une place, c'est-à-dire si je le reconnais dans sa personne et son ressenti. Etablir un lien avec l'autre en le reconnaissant, n'implique pas forcément l'accepter dans toute sa différence, adhérer à tout ce qu'il dit. On pourrait nuancer en parlant de tolérance envers l'autre. Ce qui constituerait le *minimum syndical* nécessaire à une vie sociale mais ne serait pas encore suffisant pour parler de fraternité.

La rencontre suppose donc la confiance et la tolérance envers l'autre, ce qui renvoie à la tolérance et à la confiance en soi.

Cela suppose pour le médiateur d'avoir parcouru un chemin intérieur, du Moi - son ego - à celui de son meilleur Ami - le Soi - qui représente l'être qui anime, insuffle l'élan vital; celui qui transparaît quand je ne suis plus *en représentation* pour les autres mais dans la connaissance de mon espace intérieur.

# Le lien familial

*Marie ROUSSEAU,  
Médiatrice familiale*

*Cet écrit doit beaucoup à la prise de notes scrupuleuse et respectueuse de Sandrine Saintgery. Je n'ai pas su restituer la verve et l'accent de son Sud Ouest.*

Définir, pourrait laisser penser qu'à terme, nous pourrions disposer d'une perspective claire ou tout du moins clarifiée, de l'objet « liens familiaux »... Or, s'agissant de liens, force est de constater que nous nageons dans la complexité : en effet, les liens se tissent en chaînes et en trame, de l'uni au métissé, du jacquard au « chevronné » et s'effilochent aussi parfois,... filons donc la métaphore !

La chaîne, le fil dans la longueur, celui sur lequel la trame sera tissée, dans la largeur...

Le fil de chaîne, donc, donne déjà une base et une couleur au motif, et la trame, bien que bénéficiant d'une certaine latitude, ne pourra s'affranchir complètement du « déjà là... »

Nous avons parlé de liens verticaux, de liens horizontaux, de liens de filiation, de liens d'alliance, de liens biologiques, de liens juridiques, de liens affectifs aussi, d'institué et d'électifs, de choix...

Le lien biologique résistera à l'abandon... puisqu'il pourra éventuellement être élucidé par les tests ADN.

Fraternité encore...

De liens plus élastiques dans l'horizontalité. (La conjugalité de moins en moins « instituée »)

La tendance serait à l'institutionnalisation croissante des liens verticaux. (Grands-parents, beaux-parents...)

Il apparaît que le délitement du lien conjugal entraîne le délitement du lien familial.

Nous avons tenté un inventaire : familles nucléaires, familles monoparentales, familles homoparentales... L'affectif est privilégié.

Est-il envisageable de parler de famille monoparentale ?

La tentation de s'en tenir à un compte rendu impressionniste de ces échanges est grande, bien sûr cette apparente superficialité pourrait laisser penser que nous avons fait preuve d'une certaine légèreté dans notre travail... Pourtant l'ouvrage n'est-il pas ainsi posé sur le métier ? Que chacun se saisisse de la navette et apporte... sa pierre à l'édifice !

Pour conférer un peu plus de poids à notre réflexion nous allons l'étayer avec quelques références étymologico historiques. (Robert historique de la langue française)

« Famille, dérivé de famulus : serviteur. La familia romaine est l'ensemble des famuli, esclaves attachés à la maison du maître, puis tous ceux qui vivent sous le même toit, maîtres et serviteurs, et sur qui règne l'autorité du pater familias. »

L'unité sociale qu'était la famille était légitimée par le partage du domicile et sa fonction : constituer, préserver, transmettre un patrimoine. Les liens familiaux n'étaient pas forcément ceux du sang, ni uniquement ceux de l'amour, ni seulement ceux du labeur commun, de l'assujettissement... Pour autant il était clairement établi que l'autorité du pater familias conférait un certain degré de coercition à ces liens tout en donnant sens à cette proximité.

Du clan à la famille actuelle : qu'est-ce qui constitue aujourd'hui le lien familial ? Dans les politiques familiales, dans les représentations sociales, c'est l'enfant.

Comment a évolué la place de l'enfant avec la notion de famille ? Il est question le plus souvent, et nous en témoignons, de l'intérêt de l'enfant.

Pourtant, de l'enfant a des droits, à l'enfant roi, à j'ai droit à un enfant, à l'enfant objet, quelles familles se dessinent ? Quelles fonctions ?

Quand une famille existe-t-elle ? Lorsqu' elle a conclu un contrat, un pacte, quand elle s'est auto proclamée ? Quand a t-elle une reconnaissance sociale ?

A l'origine était le lien social ; ( ?!) le lien familial était subordonné à la norme sociale: Tu te marieras et enfanteras c'est ainsi que sera établie la filiation. La norme change, le rapport du lien familial à la norme suit. La filiation ne dépend plus du mariage. Les conjugalités et parentalités évoluent (changent). La notion de parentalité vient se substituer à l'idée de permanence du mariage, de la famille. Le désir d'éternité du couple, de la famille, cède la place à la volonté d'exercice parental au-delà du couple, de la famille initiale.

Il est noté une perte de repères, une mutation du lien familial qui nous semble susciter une quête de nouveaux rituels, essentiellement culturels. C'est comme s'il y avait une rupture dans la transmission au sein des familles. Il ne leur a pas été donné, elles ne peuvent pas transmettre...(le repas familial, les recettes « ancestrales », les traditions familiales).

La transmission demeure le maître mot du débat et serait constitutif du lien familial : quid de la transmission du nom du Père, du Beau-père, de la Mère... Identités successives, cumulatives, elliptiques...

Choisit-on ce qu'on transmet ? En maîtrise-t-on la transmission ? Quelle place aux solidarités familiales, aux loyautés familiales ?

Le rapport entre le lien social et le lien familial peut être observé à travers différents prismes.

Les intrusions de la sphère publique dans la sphère privée sont significatives. Le lien familial est vu par certains comme la rencontre de l'intime et du social, de l'histoire publique à la narration privée. L'espace du médiateur est balisé...

Ne pourrait-on dire que la première expérience du lien social se fait dans le vécu du lien familial ?

Quel est le rapport entre le lien familial et la norme ?

Quel est le rapport entre la médiation familiale et la norme ?

Le débat consécutif à la pose de ces quelques jalons visant à définir les liens familiaux nous conduit à envisager le lien dans toute sa dimension paradoxale.

Les brins qui construisent le lien d'attachement, mêlent des sentiments complexes, difficilement avouables parfois, (même à soi-même), dans la tourmente de la séparation, dans la salle de médiation, il faudra peut-être aider à démêler l'écheveau de l'attachement terreau de l'amour et de la haine aussi, de la haine qui lie encore la famille, de l'histoire de ces sentiments, de leur possible expression, des sentiments qui perdurent alors que le fil de la relation se casse...de la difficulté à s'attacher aux proches du nouveau compagnon, de la nouvelle compagne, de cette conviction que l'amour est « obligé » en famille...(norme implicite).

Pour conclure il me semble important d'insister sur ces axes d'horizontalité (conjugalité, fraternité...) et de verticalité (parentalité, belle-parentalité, grand-parentalité...) qui ouvrent des perspectives d'élaboration pertinentes. Il me semble en effet qu'en les mettant en symétrie avec les concepts de synchronie et de diachronie, nous retrouvons les problématiques liées à l'immédiat et au différé et retrouvons également les problématiques touchant à la transmission. Par exemple, l'information synchronisée, horizontale, ciblant des « tranches d'âges de population » semble prendre le pas sur une transmission plus singulière verticale. (Ce qui participe des ruptures de transmissions signalées précédemment).

Peut-on s'affranchir du lien familial ? Si oui comment ? Si non pourquoi ?

Cette citation de Maurice Godelier témoigne de la savante alchimie dont procède le lien social. Le lien familial y participe, d'autres ingrédients sont nécessaires... Espaces de création potentiels pour des médiations ?

«Pour faire une société, ni la parenté, ni les liens de production et d'échange de biens ne sont suffisants. Il faut surtout que des croyances religieuses et des rituels



qui les mettent en actes viennent légitimer sa souveraineté et assurer sa reproduction. » (Maurice GODELIER, « aux origines des religions » Grands dossiers N°5, décembre 2006, janvier février 2007).

# Les parents acteurs au centre du réseau

*Claire DENIS*  
*Médiatrice familiale*

*Intervention et animation d'une journée organisée par les REAAP à Saintes  
(Charente maritime) en novembre 2007 -*

Dans la période de mouvance et de croissance de nos sociétés, la notion d'acteur – ici les parents – réintroduit une préoccupation de l'humain, de la liberté, de l'action du citoyen au cœur du corps social. La pensée de cet acteur social prend de la vigueur dans un monde qui cherche tout d'abord à s'arracher aux idéologies totalitaires et aux pesanteurs bureaucratiques. Elle se constitue à travers les écrits des philosophes comme Anna Arendt, Simone Weill, Jürgen Habermas et des sociologues comme Alain Touraine et Michel Crozier.

Ces auteurs font une lecture de l'acteur social comme force d'intervention, de changement sur un modèle de société, souvent dominant, et aussi comme forces de régulation.

Avec la mondialisation, les mobilités internationales, les chocs culturels, la prévalence de l'individu sur le collectif, il s'agit de faire place à cet acteur là où manque le lien social- cela suppose la création d'espaces publics et privés de passage, des temps de débats, de dialogues d'échange, des espaces intermédiaires pour accompagner ces changements. Il s'agit d'accompagner des médiations pertinentes entre l'individu et le collectif, entre le sujet et les systèmes.

Autrefois l'individu était pensé à l'intérieur du groupe, aujourd'hui il sort de sa matrice et tend à être envisagé pour lui-même ; aussi les liens sociaux tendent à éclater. « Que devient l'étoffe si on ne conserve que la chaîne en négligeant de la croiser avec la trame ? »

A la suite de la conférence de la famille de 1998 qui prend en compte les évolutions de la famille, cette famille que François de Singly appelle la famille relationnelle, les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents sont créés par la circulaire de mars 1999. Ces réseaux se situent comme soutien de la création d'espaces intermédiaires.

Notons la tendance à substituer la notion de réseau à celle de structure; les réseaux permettent de se connecter et de se déconnecter, de se lier et de se délier, à l'image de l'évolution des relations dans la famille-

En effet la famille semble parfois fonctionner sur le thème du libre choix des relations ; les relations affectives semblent prendre le pas sur les normes et la

contrainte ; les relations au sein de la famille, sur le modèle démocratique, deviennent davantage égalitaires, mettant en question la notion d'autorité en son sein.

Les REAAP prennent en compte cette réalité : la circulaire de 1999 insiste sur le savoir-faire propre des parents, sur leurs capacités, sur leur aptitude à s'entraider : ils placent les parents comme acteurs au centre du réseau.

La circulaire affirme également des principes de neutralité politique, philosophique, confessionnelle ; Elle reconnaît la diversité des formes d'exercice de la fonction parentale (il est précisé que « les actions doivent éviter toute stigmatisation des personnes présentes).

Les REAAP s'adressent, par ailleurs, « à toutes les familles et envisagent une démarche partenariale avec l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de la parentalité ».

Pour autant, dans cette circulaire, il est rappelé qu' « exercer la parentalité, c'est, notamment « définir et poser un cadre structurant à son enfant dans les limites duquel il peut s'épanouir et grandir ». Je cite la circulaire : être parent « C'est être capable d'écoute et de dialogue en se positionnant comme adulte responsable et bienveillant » ...il est rappelé que « l'évolution de la société mais aussi les multiples mutations touchant les familles, les relations conjugales et les rôles parentaux rendent parfois difficile l'exercice de la parentalité et l'éducation des enfants ». C'est pourquoi la circulaire promeut « la mise en réseau d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités dans le respect et le soutien ».

Les REAAP s'inscrivent dans une évolution générale des pratiques professionnelles qui rompent avec une tradition d'ingérence ; ils participent au changement de regard des intervenants sociaux : de l'accent porté sur les carences, il s'agit à présent de tenir compte des **compétences des familles** (ref école de psychothérapies systémiques - palo alto). Il y a une évolution des pratiques : les professionnels sont moins enclins à faire à la place des personnes et les décisions prises avec et par les personnes concernées leur apparaissent mieux adaptées (ref psychologie humaniste et Carl Rogers). L'idée qui prévaut est celle de la co - construction des projets.

Il y a une posture nouvelle de l'intervenant extérieur, du professionnel dans le soutien à la fonction parentale ; Ce dernier part du postulat que le tiers n'est pas le sachant comme dans la notion d'aide éducative ou de guidance parentale ; le tiers est là comme médiateur entre les parents, et leur savoir, leur créativité. Il s'agit d'aider les parents à réaliser leur propre projet ; il s'agit de donner un cadre, des moyens pour qu'émergent des formes nouvelles de relations, de solidarité dans la parentèle, de créativité.

A l'homme et à la femme, au père et à la mère, l'époque demande une « invention de soi » qui peut entraîner la fatigue d'être soi (selon la formule d'Alain Erenberg) ; Sigmunt Bauman nous livre la métaphore de la modernité liquide : contrairement aux corps solides, les liquides ne peuvent conserver leur forme ; ils changent de forme sous la poussée ou selon le contenant proposé ;

Les relations dans la famille sont aussi une expérience de cette liquidité !

La famille est un lieu où les ambivalences peuvent être observées : dans le monde instable il est recherché du côté de la famille, à la fois la stabilité, des liens forts ; et d'un autre côté, il y a une difficulté à s'engager ...chacun souhaite garder sa liberté – c'est le « libre ensemble » de F. De Singly – sociologue- et le « seul à deux » d'Alain Valtier, psychanalyste -

L'acteur est aussi l'acteur comme au théâtre, celui qui a appris des rôles, celui qui a intériorisé des normes, des habitus de son groupe d'origine ( Ref.Norbert Elias, Pierre Bourdieu, Erving Goffman), comme un comédien soucieux de l'image qu'il donne de lui-même-

Sans doute y a-t-il, là, un travail à réaliser : celui de soutenir les personnes dans la prise en compte de l'écart qui peut exister entre l'image de soi et la réalité.

Il y a donc une ambivalence de cet acteur qui est guidé dans ses actions à la fois par la coutume, la norme et à la fois par ses affects et sa raison.

Alors ces lieux de rencontre – les groupes de parole, les lieux où parents et enfants se retrouvent autour des jeux, les passerelles famille école, les espaces de médiation, les conférences initiées à partir des questions que se posent les parents sont les bien venus et se révèlent des temps pour inventer de nouvelles formes de vie ensemble- Il doit y être possible de vivre et penser son ambivalence, de repérer les changements possibles mais aussi de reconnaître les permanences, d'expérimenter sa liberté et aussi ses limites et aussi de prendre des décisions-

Le jeu entre l'individu et le groupe est sans doute l'un des enjeux essentiels de la mutation sociale actuelle ; aussi les nouveaux réseaux doivent-ils de mon point de vue introduire un débat entre l'individu et le groupe -

Tous ces lieux intermédiaires nécessitent un cadre ( qui peut être d'ailleurs élaboré par et avec les personnes ) ; Ils nécessitent que soit délimité un dedans un dehors ; que des règles soient posées, des règles du parler, vivre, créer ensemble : le respect, la discrétion, la liberté d'être là, l'acceptation des différences, l'écoute, le dialogue, le soutien ... mais aussi il y a une vigilance à avoir afin que ces groupes ne soient pas à jamais fermés et participent de la dynamique de réseau ( c'est l'exemple des parents qui participent aux groupes de parole et qui vont devenir animateurs pour d'autres groupes ) – Il peut exister une conception du développement local qui enferme les habitants sur leurs propres quartiers- De mon point de vue, les synergies individuelles et collectives se font donc, utilement, dans un jeu constant entre un intérieur et un extérieur -

Comme lieux de passage et de transition, ces lieux doivent se révéler suffisamment sécurisants pour pouvoir éviter qu'en temps de crise les individus se replient sur des positions seulement défensives (l'enfermement communautaire, la violence)

Et en même temps, une fois les personnes rassurées, ils doivent les aider à s'ouvrir sur l'extérieur

Il y a, là, une recherche de repères et de limites, de bonne distance, de frontières entre le dedans et le dehors. Il y a un travail sur les places, sur les rôles et les

fonctions, sur le partage des actions, du territoire, sur la clarification des cercles d'appartenance – Il y a aussi une nécessaire réflexivité – auto analyse, très singulière et collective sur sa propre façon d'être parent, d'être en parenté, en parentèle à travers le fait de raconter son histoire et d'écouter celle de l'autre.

Benoît Bastard ou Jacques Commaille nous alertent sur le risque qui existe à surévaluer l'ampleur des transformations intervenues dans la famille et d'en faire le modèle unique auquel on voudrait voir l'ensemble des familles adhérer. Est il réaliste, possible et souhaitable d'imposer la démocratie en famille comme dans le monde? D'autres systèmes familiaux peuvent-ils coexister ?

Ne se cache t-il pas derrière ces dispositifs des nouvelles normes : celle en particulier de l'authenticité, de l'autonomie (là où, dans une société ou un groupe social donné, il était ou il est considéré comme choquant et honteux de divorcer, il sera vécu comme malhonnête et malsain de continuer à vivre avec quelqu'un que l'on n'aime plus) – Autres temps, autres normes !... La norme change : elle est aujourd'hui du côté de l'authenticité, de l'autonomie, de la responsabilité, de la co-parentalité.

Par ailleurs, à travers ces dispositifs nouveaux, les professionnels gardent un certain pouvoir sur les usagers - à travers leur cadre qui guide les personnes concernées ; à travers le savoir dont ils se prévalent toujours -

Cela nécessite de la part de tout professionnel de penser ses propres limites et repères, de prendre une distance non pas seulement vis à vis de ses propres références, mais par rapport au dispositif même dans lequel il est inséré et du cadre dont il se porte le garant.

Etienne Duval, sociologue, précise : « dans la mesure où l'émergence du sujet, posée comme une exigence, est au cœur de l'évolution actuelle, il devient urgent d'ouvrir une place pour de nouveaux acteurs sociaux ; véritables accoucheurs d'une société qui se cherche; ils doivent opérer à distance, se positionnant en tiers et non pas en second. On confond trop souvent le second qui est accompagnateur et le tiers chargé d'ouvrir des espaces intermédiaires ; l'espace intermédiaire est d'abord un espace de séparation ; il préserve du vide des Entre deux pour que le jeu soit possible ». « S'il n'y avait, dans l'écriture le blanc pour séparer les mots, la lecture et le déchiffrement du sens seraient impossibles ».

La réflexion éthique, auto réflexive, la supervision, l'analyse des pratiques, les rencontres pluridisciplinaires apparaissent donc, de plus en plus, nécessaires pour les professionnels. Lorsque le doute et l'incertitude font partie du travail, lorsque la confiance est sans cesse à construire, alors le réseau, souple et dynamique, devient un soutien et la réflexion éthique qui peut s'y développer s'avère essentielle ....

# Lien familial, lien social, norme sociale & médiation familiale...

*Stéphane DITCHEV*

Il faut sans doute reprendre l'histoire de la mise en place de la médiation familiale pour comprendre ce qu'elle est aujourd'hui, dans quelle société, et ce qu'elle peut aussi être demain.

La médiation familiale s'est concrètement mise en place, en Europe à la fin des années 80. 1988 précisément, à un moment où différentes personnes réfléchissaient à de nouvelles pratiques pour faire face aux difficultés observées dans les divorces et les séparations. De nouvelles pratiques des divorçants qui souhaitaient "faire autrement". De nouvelles pratiques de professionnels qui voulaient travailler autrement. La médiation familiale a été créée, est née, de ce carrefour, d'une rencontre où des demandes et des réflexions se sont croisées entre parents et professionnels.

De plus en plus de gens s'interrogeaient (individuellement) sur leur divorce ou séparation... Cependant, ils s'interrogeaient tout autant sur leur divorce, que sur la façon dont leur séparation se passait, et très souvent se passait mal... Les "grandes réflexions" sur l'évolution de la famille passaient avant tout par un vécu individuel et interindividuel (à deux).

Simultanément, en peu d'années, depuis cette fin de siècle, le mariage n'a plus été le seul modèle représentant la famille. La famille s'est trouvée bouleversée, par rapport à la famille traditionnelle... Bouleversée, mais pas tant que cela... En vérité, c'est le mariage qui a été bouleversé, le mariage dans sa pérennité.

Des études statistiques très simples nous montrent que les années 1970 et 1971 ont représenté un tournant important, une inflexion concentrée et caractérisée pour trois forts indicateurs perceptibles rapidement, que j'avais déjà publiés en 1986<sup>3</sup> :

- début de la chute des mariages,
- début d'une forte évolution des demandes en divorce,
- commencement d'une forte augmentation des naissances hors mariage.

Grosso modo, alors que depuis un siècle ou deux, ces trois courbes progressaient parallèlement à l'augmentation de la population française (sauf le divorce qui n'existait pas civilement durant le XIXe siècle (de 1816 à 1884) ni pour la religion catholique) :

- les mariages ayant atteint 400 000 tombent à 270 000 en moins de dix ans,

---

<sup>3</sup> Dans le "Guide des pères divorcés, mariés, etc." de Danièle de Caumon & Stéphane Ditchév Éd. J. Grancher, p. 163.

- les demandes en divorce qui arrivaient tranquillement à 30 – 35 000 augmentent jusqu'à 170 000,
- les naissances hors mariage qui se sont toujours maintenues à 6 – 8 % de la totalité des naissances depuis deux siècles, arrivent rapidement à 30 %, et à présent à 50 %, même si il y a des mariages de "régularisation" après la naissance de l'enfant...

Là où la famille traditionnelle était représentée par le mariage, il y a un changement de paradigme : c'est le non-mariage qui s'installe, y compris avec le mariage temporaire, c'est-à-dire des divorces arrivant très rapidement.

### **Le mariage garantissait les liens familiaux**

Cependant, au cœur de la famille, l'essentiel des liens familiaux est pour tous, dans toutes les sociétés du monde, et depuis toujours : un père + une mère + un enfant ou plusieurs enfants... Ce qui correspond à une chose bien naturelle, à savoir qu'un enfant se fait à deux, ou réciproquement qu'il faut deux parents, un père et une mère, pour faire un enfant. Avec ce mélange particulier (ou distinction) entre sexualité et désir d'enfant... Mais aussi, et surtout, avec les sentiments individuels d'être parent, père ou mère.

On assiste à une transformation des traditions, des mœurs, des comportements et des habitudes vis-à-vis de la vie en couple/en famille consacrée par un mariage stable, sans divorce ni séparation, comme la morale le voulait depuis quelques siècles, au moins selon la religion catholique prédominante. En effet, les autres religions ou pratiques religieuses admettent le divorce.

Vingt ans après la guerre – le temps d'une génération –, le mariage est bouleversé, les rapports entre les hommes et les femmes changent vers l'égalité et la parité, ceci aussi bien dans les rapports interindividuels dans la famille que dans la société tout entière. En vérité, ce n'était probablement qu'un simple rattrapage d'un retard accumulé vis-à-vis l'évolution de la société, freinée par une norme sociale trop rigide et devenue inadaptée. Ce qui s'était passé pendant la dernière guerre mondiale, comme pour la précédente, en 14-18, ainsi que leurs issues, apportaient, par rapport à la norme sociale, une "libération" qui a trouvé une seconde éclosion une génération plus tard. Le mariage vole en éclats, tout au moins le concept du mariage dans sa suprématie, son autorité et sa rigueur, son absolu... **Nous n'avons pas encore le droit de divorcer**

Au-delà de la forte demande d'égalité de droit entre hommes et femmes, cette libération s'est surtout aussi basée sur les demandes de droit à la liberté individuelle, et de plus sur la quasi impossibilité de concevoir un engagement de mariage durable, sinon éternel, même après un temps de fréquentations amoureuses.

Nous pouvons jauger ainsi quel retard nous avons encore sur le divorce de la révolution française, il y a plus de 200 ans !

Le décret-loi du 20 septembre 1792 a encore le temps de faire école si l'on reprend au moins son préambule...

***"L'Assemblée Nationale, considérant combien il importe de faire jouir les Français de la faculté du divorce, qui résulte de la liberté individuelle, dont un engagement indissoluble serait la perte; considérant que déjà plusieurs époux n'ont pas attendu,***

*pour jouir des avantages de la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le mariage n'est qu'un contrat civil, que la loi eût réglé le mode et les effets du divorce, décrète qu'il y a urgence.*

***L'Assemblée Nationale***, après avoir décrété l'urgence, décrète, sur les causes, le mode et les effets du divorce, ce qui suit : (...)”<sup>4</sup>

L'abolition du divorce, le 8 mai 1816, trois-quarts de siècle d'interdiction de divorcer, puis la loi Naquet du 27 juillet 1884 ont remis la culpabilité à l'honneur, comme élément déterminant de la norme sociale : pour divorcer, il faut qu'il y ait une faute... Et la nouvelle version, encore d'actualité : c'est en voulant divorcer qu'on trouve une faute chez l'autre ! Le divorce, c'est toujours la faute de l'autre...

N'oublions pas que nous sommes toujours, en France, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous le coup d'une loi (même la plus récente de 2004) qui ne donne pas un vrai droit au divorce... Les Français ont seulement le droit de demander le divorce au juge, de le demander sous certaines conditions ! Et même pas la condition d'avoir trouvé un bon accord sur les conséquences du divorce ou les conséquences de la rupture du contrat...

Le point crucial est la séparation ou le divorce qui se passe mal, avec souvent beaucoup de culpabilisation inutile, de procédures lentes et chères, avec des jugements caricaturaux et stéréotypés, avec une dépossession des parents et époux de leur propre histoire intime. Tandis que les mères et pères sont cantonnés dans des rôles, fonctions, comportements, et places, conformes à une norme sociale (voire psychologique) qui pourtant est bien désuète.

Les pères et mères, pour beaucoup, veulent faire face à leur séparation dans la liberté, dans la dignité, dans la parité, dans le respect de l'autre parent en se réappropriant leur propre chemin, même à un moment souvent difficile.

Les pères veulent rester pères... Et les mères aussi... La question essentielle est : quelle place chaque parent laisse-t-il à l'autre ? Et comment y arriver ?

### **Les parents veulent garder leurs liens familiaux dans le divorce et la séparation**

Déjà, dès 1976-1977, des associations de parents en Europe<sup>5</sup> (quasiment essentiellement des associations de pères, tel le M.C.P. – Mouvement de la Condition Paternelle dont j'étais déjà un des responsables) ont simultanément promu l'égalité de droit entre parents vis-à-vis de leurs enfants, la déjudiciarisation du divorce et la mise en place de lieux de parole et de négociation entre parents avec l'aide d'un tiers neutre. Ces associations se sont regroupées un peu plus tard dans "Parents Forever International" (P.F.I.), Elles avaient énoncé la nécessité d'inventer de tels lieux de parole et de parentalité avec la création d'un nouveau corps professionnel pour lequel nous voyions la teneur et les objectifs, sans en voir tous les contours à cette époque. Nous avons imaginé dès ce moment l'importance et l'utilité de la rencontre des deux

---

<sup>4</sup> Voir analyse du texte par ailleurs.

<sup>5</sup> En Belgique le B.G.M.K., en France le M.C.P., en Grande Bretagne la F.N.F., etc.



parents, une sorte de suivi bref, dans un temps suffisant et limité pour l'élaboration des accords et des prises de décisions.

A l'époque, cette rencontre proposée entre père et mère paraissait anachronique et paradoxale pour beaucoup d'institutionnels et pour certains professionnels parce que dans beaucoup de pays le divorce était encore synonyme de désaccords, de bagarres et de conflits, sinon de rejet, d'échec et de fautes à trouver. Je me souviens encore de tel député français, président de la commission des lois, me disant : "C'est impossible... vous demandez à des parents qui divorcent de vouloir s'embrasser sur la bouche..." Il est même encore dit actuellement : s'ils s'entendent et sont capables de passer des accords, pourquoi divorcent-ils ? Phrases dans lesquelles il y a beaucoup de confusions...

L'axe principal de réflexion de ces associations était la responsabilisation des parents vis-à-vis de leur propre sort et avenir, donc y compris vis-à-vis de la gestion de leurs difficultés de couple parental au moment de la séparation. Leurs démarches et leurs réflexions se dégageaient de l'emprise des professionnels du monde judiciaire (avocats, juges et tribunaux, experts et enquêtrices sociales) qui, involontairement, déresponsabilisaient du fait que les décisions familiales étaient prises par d'autres personnes que les deux parents. De là, il en ressortait une triple proposition : garanties des droits individuels égalitaires, déjudiciarisation et médiation familiale.

Attention, faisons bien la distinction entre "juridique" et "judiciaire". Pour nous, il s'agissait et il s'agit encore de proposer que le droit (juridique) soit plus précis, et que la préservation des droits de chacun soit plus efficace, avec des garanties, de façon à éviter les recours aux tribunaux (judiciaire) ainsi que leur multiplication qui encombrant les tribunaux et dans lesquels les solutions sont difficilement trouvées.

Il semblait évident à ces associations de parents qu'il valait mieux, pour la société, consacrer des efforts à aider les parents, sinon les pousser, à prendre les décisions eux-mêmes pour leur avenir et l'avenir de leurs enfants, plutôt que de continuer à renforcer l'arsenal judiciaire (civil et pénal) où les décisions sont prises d'une façon arbitraire, autoritaire et trop rapide par une personne qui ne connaît pas la famille, et qui statue au vu d'épais dossiers et à l'ouïe de bonnes plaidoiries... Nous avions conscience qu'il fallait trouver des méthodes et un cadre pour que les parents puissent dépasser les difficultés de leur séparation en positivant tout ce qui est possible, alors qu'à l'époque la quasi totalité des professionnels parlaient d'échec des couples et de manque d'intelligence des parents, ou encore d'impossibilité de faire fonctionner une "garde conjointe" (avant 1987)... tandis qu'aussi beaucoup de parents se complaisaient à rester dans des reproches et vindictes, sans arriver à dépasser la difficulté de la séparation ni à regarder vers l'avenir.

### **Innover**

Notons au passage que les mots que nous avons choisis à l'époque, tant **parentalité** et **coparentalité** que **médiation**, tant **accueil** de l'enfant que **coresponsabilité**, tant **déjudiciarisation** que **parité** étaient soit inventés, soit rénovés ressortant du fond des dictionnaires afin de mettre l'accent sur l'innovation.

De notre côté, ce choix d'innover était volontairement issu d'une forte démarche de responsabilisation et de gestion des difficultés par les parents eux-mêmes, et le terme "médiation familiale" fut retenu le 10 décembre 1983, à Bruxelles, lors d'une première rencontre qui allait donner naissance à Parents Forever International (P.F.I.), face à d'autres mots tel celui de "conciliation" qui évoquait trop la confusion avec les audiences de tentative de conciliation du début des procédures de divorce en France, et ceci malgré que nos correspondants britanniques commençaient déjà à parler de "*conciliation services*". Ce 10 décembre 1983, il fut décidé d'une part de valoriser la coparentalité, l'égalité de droit des deux parents et la parité ; d'autre part, de proposer la médiation familiale comme moyen de mise en œuvre, comme façon de pouvoir mettre en application cette coparentalité sur un pied d'égalité.<sup>6</sup>

Le 22 avril 1984 une première grande conférence internationale fut organisée à Bruxelles par le Groupe de Travail International sur l'Enfant, le Divorce et la Séparation (G.T.I. - E.D.S.) qui a précédé P.F.I. Elle permit d'énoncer clairement notre proposition de médiation familiale, et en 1986, un premier texte d'information succincte posait les fondements de nos propositions afin de préparer un futur colloque mondial que nous tîmes à Genève le 1<sup>er</sup> octobre 1988 essentiellement sur la médiation familiale.

Depuis 1984, la préparation de ce colloque de Genève fut l'occasion pour différents professionnels de se rencontrer. Mains nous ont dit qu'ils s'interrogeaient alors sur leurs pratiques sociales (éducateurs, travail social, placements, etc.) et/ou judiciaires (avocats, magistrats) ou parajudiciaires (enquêtes sociales ou expertises, etc.) et certains nous montraient leur insatisfaction, et leur désir de trouver de nouvelles pistes de travail et de réflexions professionnelles, plus satisfaisantes pour eux-mêmes, pour les familles, et surtout pour les enfants. Mais chaque professionnel restait sur son terrain propre. Alors que la médiation familiale que les parents proposaient était l'innovation, une autre façon de travailler sur la séparation.

Depuis longtemps déjà, nous avons perçu plusieurs pistes de travail pour concevoir la médiation familiale avec un nouveau corps professionnel à créer :

- désamorcer le conflit par le dialogue, être en face à face ou côte à côte plutôt que dos-à-dos, apaiser les relations, sortir des rapports de force ;
- traiter, évacuer la culpabilité et la culpabilisation, faire la part entre ce qui est répréhensible et d'ordre pénal, de ce qui est le "reproche" et d'ordre privé ;
- comprendre ce qui se passe dans le désamour, faire le point dans l'évolution du couple et des relations interindividuelles ;
- penser la nécessité d'un droit concrètement égalitaire entre père et mère, égales responsabilités parentales, parité et respect quant aux modèles et rôles hommes / femmes, et droit de l'enfant à garder ses deux parents ;
- sortir des stéréotypes surannés et sexistes quant aux images des père et mère, vu l'évolution des individus dans nos sociétés ;
- partir de l'idée que l'enfant a vraiment besoin de ses deux parents, et que c'est un besoin fondamental ;
- examiner les questions financières et matérielles sur des bases concrètes et objectives, afin de chasser le marchandage et les surenchères ;

---

<sup>6</sup> Voir Pétition du 10 décembre 1983.

- favoriser une négociation ouverte, juste et équilibrée entre les parents ;
- trouver des solutions, des issues, des accords que les parents construiraient eux-mêmes;
- prendre du temps, mais aussi limiter le temps... Ceci dans un lieu convivial, un cadre spécifique et approprié.

Ce n'est que plus tard, en 1988 (quasiment plus de dix ans après nos premières propositions sur la médiation familiale), que nous rencontrâmes des Québécois qui nous indiquèrent que de leur côté, au lieu de trop réfléchir, ils avaient commencé à se lancer dans la pratique... La francophonie aidant, les échanges franco-québécois commencèrent en 1987 à l'UNESCO, puis fin janvier 1988, à Versailles où l'A.P.M.E. (Association Père-Mère-Enfant) organisait un colloque. Puis, à l'initiative d'Annie Babu, l'E.P.E. (École des Parents et des Éducateurs) démarra des mini-formations de quatre ou cinq jours, outre plusieurs vols organisés entre le Québec et l'Europe dès cette année 1988. De ces voyages et échanges est née l'A.P.M.F. (Association pour la Promotion de la Médiation Familiale) et les premiers médiateurs familiaux apparurent, s'identifièrent et s'installèrent en quelques années, aussi bien en Belgique, en France, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, tandis que l'Angleterre avait pris les devants. Un tout petit peu plus tard en Italie et en Espagne où le divorce était très récent.

Avancer ces idées était d'autant plus difficile en France dans le cadre des habitudes de la pratique du droit, souvent d'une façon franchement inégalitaire entre les pères et mères (surtout avant 1987, date d'une modification de la loi sur l'autorité parentale en France). D'autre part, le débat restait à mener pour réduire l'importance de ceux et celles qui veulent s'opposer à une véritable co-parentalité, voire en soustrayant l'enfant à l'autre parent. Les habitudes judiciaires ne nous ont pas beaucoup aidé, ni dans un sens ni dans l'autre. Néanmoins, le débat fut mené par les parents, directement dans la société, et les pratiques sociales évoluèrent alors. Bien sûr, nous retrouvons toujours aujourd'hui des juges, des avocats ou d'autres professionnels qui valorisent ou s'opposent à la médiation familiale, qui se prononcent pour ou contre l'égalité de droit et de fait entre père et mère. Mais la société a tout de même progressé.

## **Évolution de la norme sociale**

### **Évolution des pratiques judiciaires**

Répétons encore que la multiplication des divorces et la multiplication des insatisfactions des pères et des mères posaient ouvertement problème, et certains tribunaux commençaient à y être attentifs, tout comme à présent encore.

Du côté du M.C.P., nous disions qu'il fallait repenser totalement les divorces et que le fonctionnement judiciaire n'était pas du tout adapté, et nous le disons encore. Il fallait / il faut sortir du cadre "monoparental" des habitudes judiciaires qui d'ailleurs n'était que la persistance du concept de "chef de famille" ayant changé de sexe ! La loi de 1975 sur le divorce était inadaptée, vu qu'elle indiquait confier la "garde" de l'enfant à l'un seul des deux parents, ce qui attribuait ainsi aussi l'exercice de l'autorité parentale, confirmant le vieux principe de confier l'enfant à un seul des deux parents dans la plus pure tradition de l'ancien article 302 du code civil sur le divorce pour

faute en vigueur depuis 1884... La loi sur l'autorité parentale du 4 juin 1970 n'était pas plus adaptée puisque, essayant d'éliminer la notion de chef de famille dans le mariage, elle relançait et maintenait la mono-responsabilité parentale dans le divorce et les couples de parents non mariés (unis ou séparés) tandis que justement on assistait à une augmentation sans précédent du nombre de démariage et de personnes vivant hors mariage.

Les associations autour de la paternité et de la coparentalité revendiquaient l'égalité de droit entre père et mère, et beaucoup de professionnels et les institutions nous répondaient que ce n'était pas possible, vu que les parents se séparaient et qu'ils étaient en échec et en conflit, et de plus qu'ils n'étaient pas suffisamment intelligents ! Sic. Nous répondions : médiation familiale. Mais peu dans le monde judiciaire y croyaient à l'époque. Là où nous disions co-parentalité, égalité de droit et négociation, on nous répondait échec du couple, conflit des parents et nécessité de désigner un seul parent responsable. Mais encore, on nous disait que seuls les juges pouvaient décider avec pouvoir, savoir et autorité... Cependant que les parents se sentaient vraiment déresponsabilisés par les institutions.

Les lois du 22 juillet 1987 et du 8 janvier 1993 sont tout de même venues à notre demande légaliser le principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale puis le généraliser, ou presque.

La récente loi du 4 mars 2002 est encore plus claire sur cette question d'égalité de droit, de plus avec la suppression de la "résidence habituelle". Cependant même cette dernière loi, dans son application, ne donne pas aux parents des garanties de droit quant à l'égalité de droit, quant à la co-parentalité, ou encore quant à la parité dans les familles. Et ceci malgré l'introduction dans la loi de l'alternance de la résidence de l'enfant sur laquelle butent des esprits un peu vieillots tant sur les capacités des pères et des mères, que sur le bien-être et l'équilibre des enfants. D'ailleurs, la résidence "habituelle" sortie par la porte de la loi, est à nouveau rentrée par la fenêtre des invariables usages judiciaires et sociaux...

Nous voyions alors, et nous voyons toujours, des pères durement rejetés de la vie de leurs enfants, et cantonnés à "visiter" leurs enfants un week-end sur deux, sans parler des complètes ruptures parentales occasionnées par des déménagements lointains ou des montées en pression des rapports de force et de violences dont les accusations mensongères de violences et d'abus sexuels sont les cas les plus graves. Nous voyons encore couramment des parents qui refusent impunément pendant des mois et des années de laisser les enfants à l'autre parent... et, dans un effet pervers, cette impunité entraîne sinon encourage celles ou ceux qui mettent en brèche la coparentalité et la parité.

Lorsqu'à la place des pères, nous recevons des mères qui vivent ces difficultés, cela est, ni plus, ni moins, la même chose, et tout autant insupportable.

## **Des lieux de parole sont nécessaires**

### **Des temps d'échanges sont indispensables**

En vérité, ce ne sont pas de juges ni de tribunaux dont les parents et les enfants ont besoin, c'est d'un droit clair et fort exprimant l'égalité de droit, pour que cela devienne, d'une part, la référence dans les relations entre père et mère, mariés ou séparés, évitant ainsi les dérives d'interprétations abusives au milieu des conflits ; d'autre part, c'est seulement un droit clairement égalitaire qui permet une médiation familiale ou même une négociation sereine, et moins passionnée, sine qua non, ou encore simplement le respect de chacun. Comment voulons-nous qu'il puisse y avoir une médiation familiale ou même seulement une négociation si les deux parents savent bien que le droit ou encore les pratiques judiciaires et les pratiques sociales risquent plutôt de favoriser l'un plus que l'autre ? Alors que cette question est posée dans la famille à un moment d'équilibre particulièrement instable entre père et mère, à un moment où le lien entre eux est singulièrement fragile puisque le lien même est mis en cause, et parfois aussi la confiance, la reconnaissance, le respect, l'attention, etc. Sous le prétexte qu'il n'y a plus d'amour, on jette l'amour avec l'eau du bain conjugal...

Les parents ont beaucoup plus besoin de lieux de parole, où, ensemble et face à face, ils vont pouvoir se démarier, en dénouant leur relation et leurs difficultés, même si la parole et le dialogue mutuel sont difficiles. Bien sûr, ce ne sera pas si facile, car ce face à face est rempli de sentiments, de souvenirs, d'intimité, mais aussi de regards de travers, parfois de blessures, de déséquilibres, sinon pire. Mais il va bien falloir qu'ils soient dans le face à face, ou côte à côte face à leur enfant pour s'interroger sur leur avenir, pour le préparer, pour le décider. Dénouer leur relation est certainement plus difficile, plus délicat, et surtout souvent plus long que la rencontre, que le coup de foudre, que la décision de s'aimer, ou les fiançailles, et l'emménagement dans la maison commune.

Lorsqu'il y a des enfants, la rupture ne sera jamais vraiment effective et totale, car ces deux parents-là resteront à jamais des co-parents. Il faudra bien qu'ils gèrent pour toujours leur relation, même si c'est en s'évitant, et pour un minimum, il faudra bien qu'ils se disent quelques mots. Il faudra bien qu'ils dépassent leur rancœur et qu'ils se dépassent eux-mêmes. Ce dont ils ont besoin, en premier lieu, ce sont des lieux de parole, ce ne sont pas des tribunaux.

Il ne s'agit pas de dire que les juges sont inutiles, car ils sont là pour dire le droit, et rectifier les dérives lorsque l'un des parents dépasse les bornes du droit. Il s'agit simplement de dire que le divorce, que les séparations, ce n'est pas du droit, et encore moins du judiciaire : c'est une relation qui se dénoue souvent difficilement, qui se travaille parfois avec souffrance, dans un moment crucial et délicat qui est la concentration du passé, du présent et de l'avenir. C'est une relation qui bouge et qui secoue car l'un des membres du couple souhaite trouver une autre issue. Parfois ce sont les deux... Le droit n'est qu'une des bases, comportant un sens légal, sur laquelle s'appuie le divorce... ou plutôt le mariage, mais le travail à faire n'est pas au niveau du droit, il est au niveau de la relation.

Quand le mariage était une question de droit (y compris lorsque le droit de la société n'acceptait pas trop le divorce), le divorce était une question de droit. Maintenant que le mariage est surtout une question de relation, le divorce est une question de relation.

Même si l'on comprend que le droit soit tout de même utile dans les séparations, en arrière-fond, il n'est pas souvent là pour réglementer les conflits de couple, mais plus pour imposer une norme sociale.

Surtout, le droit est aussi la représentation légale d'une symbolique inscrivant le mariage dans la réglementation de la société, dans la norme sociale. Régulièrement, le législateur est saisi et doit traiter ces questions d'évolution de la société et de la vie privée, tout en conservant privilège au mariage, malgré que le non-mariage tende à devenir majoritaire. C'est certainement pour cela qu'il est si difficile de déjudiciariser le divorce en France, même si cela est déjà accompli dans nombre de pays européens. Nous voyons là un paradoxe. Et une illusion. Comme si maintenir une forte emprise judiciaire sur le divorce, allait protéger le mariage, et donc éviter de multiplier les divorces ! Allons donc ! Faut-il encore longtemps continuer à entretenir ce trompe-l'œil ? Il est vrai qu'historiquement, dès 1884 (loi sur le divorce), les juges avaient pour mission de tenter de faire renoncer au divorce celui qui le demandait... Or, non seulement la quasi totalité des divorces pour faute sont prononcés avec un peu n'importe quel "grief rendant intolérable le maintien de la vie commune", mais c'est bien avec le cadre légal récent, celui de la loi sur le divorce de 1975, que les divorces se sont tant multipliés et que les mariages, d'une façon inversement proportionnelle, ont chuté vertigineusement. Malheureusement, les divorces se sont multipliés avec des procédures de divorce pour faute qui font plus de dégâts que de bénéfices, hormis évidemment le bien faible bénéfice de l'un qui ait gagné sur l'autre... La nouvelle loi sur le divorce (applicable depuis 2005) y changera t'elle quelque chose ? Alors qu'on sait qu'elle conserve le divorce pour faute en l'état, et que c'est particulièrement par cette voie que les parents se font la guerre et utilisent les tribunaux pour leur vindicte individuelle...

### **Le conflit à traiter est la priorité**

La médiation familiale amène justement une ouverture, apporte des moyens et des solutions, c'est-à-dire le dialogue possible renouvelé entre les parents, les époux, et la perspective de construire eux-mêmes des accords et leur avenir. Ceux-ci pouvant ainsi mieux parvenir à des accords, pourquoi faut-il que les instances judiciaires continuent à en avoir cette charge, tandis qu'elles sont déjà largement débordées et encombrées ?

Rappelons avec insistance que ce qui fait problème, aussi bien pour les enfants que pour les parents, c'est le conflit lui-même, et non pas le divorce. Ce sont les conflits qui font des ravages, qui empoisonnent la vie et l'équilibre de chacun. Ce sont les conflits qui mêlent inutilement l'enfant au divorce de ses parents, qui lui font prendre parti, qui l'impliquent et qui le piègent. Ce n'est pas le divorce lui-même. Hormis que le divorce gêne plutôt seulement ceux qui s'opposent au divorce et à l'idée du divorce, et cela se comprend aisément.

Levons une ambiguïté : ni les tribunaux ni les juges ne sont présents pour gérer le conflit ; ni dans leur fonction, ni dans la tradition. Ils sont là depuis toujours pour dire et rappeler le droit. Nous sommes passés d'une époque où le divorce était interdit, condamnable, hors norme sociale, à une époque où il est accepté (1975) alors les

parents continuent à vivre les décisions judiciaires comme culpabilisantes, surtout s'ils s'en trouvent pénalisés. Les juges sont devenus à partir de 1975 ceux qui, au-delà de dire le droit, ont la charge de prendre une décision dans l'intérêt de l'enfant, et c'est là que le bât blesse. Avant cette date, l'ancien article 302 du Code civil indiquait : *"Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne."* Celui qui gagnait le divorce, gagnait les enfants... Avons-nous vraiment changé de société ? Aujourd'hui, nous savons toujours que pour gagner les enfants, il faut gagner le divorce, c'est-à-dire accuser l'autre ! Là est le conflit. Là est la guerre. D'autant plus que c'est bien le diable si l'on ne trouve pas un petit quelque chose pour accuser l'autre... Le mal-vivre en couple se transforme en reproches ; les reproches deviennent des accusations, et les accusations deviennent des fautes. Comment peut-on croire qu'une décision judiciaire prise en quelques secondes puisse régler le conflit ? N'a-t-on pas là plutôt toutes les conditions pour l'aggraver ? Alors qu'il faudrait travailler le conflit en prenant le maximum de précautions.

Nous sommes face à un paradoxe ou à un syndrome paradoxal : souvent les gens disent eux-mêmes *"il faut bien aller voir un juge en faisant un procès, puisque les parents ne s'entendent pas, ou n'arrivent pas à s'entendre !"* Et il y a une grande confusion entre la nécessité qu'une décision soit prise, et la façon d'arriver à une décision. Les uns vont vers une procédure. Les autres vont vers un processus... Les uns vont vers une décision arbitraire, régaliennne comme l'on dit actuellement. Les autres vont vers une démarche de face à face plutôt que dos-à-dos, vont vers une manière de faire où la décision viendra d'une manière commune, même si c'est un chemin qui n'est pas très aisé, en évoquant le passé alors qu'on veut le dépasser.

Le juge ne "fait pas" que les parents s'entendent. Peut-être, il les "force" à s'entendre parce qu'il prend une décision à leur place, qui s'imposera à eux. Or cela est jouable si la décision est acceptable pour eux deux. Si elle n'est pas acceptable pour l'un d'eux ou pour les deux, cela va entraîner des perturbations, des conflits supplémentaires, des abandons, et plus encore.

Une autre solution est que les parents "s'entendent" ou arrivent à s'entendre parce qu'on va travailler avec eux leur entendement et leur entente, leur manque d'entente, ce qui fait leurs divergences et les dysfonctionnements de leurs relations, c'est-à-dire leur conflit. Bien évidemment, il faut un minimum de règles de droit, et c'est là qu'il faut que les médiateurs familiaux puissent s'appuyer sur un droit paritaire et égalitaire pour père et mère, ce qui n'est pas vraiment encore le cas aujourd'hui.

Si le conflit n'est pas travaillé, ne nous étonnons pas qu'il y ait autant de situations difficiles, autant de parents en souffrance, autant d'enfants perturbés, autant d'enfants qui perdent tout contact et relations avec l'un des parents !

L'intérêt des enfants, c'est que les parents dialoguent, et trouvent eux-mêmes de bonnes décisions à prendre. En dehors de cela, il est particulièrement difficile de trouver un bon intérêt de l'enfant. Donc, il faut redonner aux parents ce qui leur

appartient, à savoir leur enfant, la gestion de leur parentalité, et la gestion de leurs conflits, à condition de mettre en place des moyens de gérer les conflits, c'est-à-dire la médiation familiale.

Avec la médiation familiale, c'est toute la problématique des divorces et des séparations qui prend un autre sens. Les juges peuvent enfin se concentrer et se contenter ou se complaire à dire le droit, éviter les dérives et les écarts d'un parent qui veut marginaliser l'autre, et garantir à l'enfant le droit de garder ses deux parents, et c'est bien là son intérêt principal. Les juges peuvent ainsi se libérer de cette charge pour laquelle ils ne sont pas faits, à savoir travailler sur le conflit, ou encore les libérer de cette autre fonction plus psychologique et culpabilisatrice de choisir le parent qu'il faut privilégier dans la relation à l'enfant, c'est-à-dire choisir le parent qu'il faudrait mettre de côté.

Le divorce ne pourrait-il pas alors être simplement inscrit dans n'importe quelle administration dont la mairie est le meilleur lieu ? D'ailleurs, la démarche d'inscription du divorce à la mairie se fait actuellement, indépendamment des conséquences du divorce à régler.

Au-delà du droit et de la pratique du droit par le juge, la médiation familiale prend alors toute sa dimension sociale nécessaire à la gestion des dysfonctionnements parentaux, ou post-conjugaux.

### **La médiation familiale est au cœur de la question de la démocratie familiale**

On voit bien que la médiation familiale est au milieu, au cœur de pratiques sociales concernant la parentalité, et elle intervient dans la norme sociale, soit pour confirmer l'orientation vers une société organisée vers la monoparentalité, soit dans un autre sens, pour confirmer l'orientation de la société vers une société respectueuse de la coparentalité.

Au-delà même du divorce, la médiation familiale permet sans doute de voir le mariage et la famille autrement. Nous sommes tout de même dans une société moins rigide qu'avant. Auparavant, les difficultés dans la famille et dans la société étaient réglées avec force et autorité. De nos jours, des solutions souples et négociées peuvent et devraient d'abord être recherchées. Le divorce serait-il encore le dernier bastion où les désaccords se règlent à coups de menaces, de rapports de force, d'accusations, d'argent et de procédures ? Ne sommes-nous pas passés à une étape où dans la famille actuelle et dans sa diversité, les relations devraient être négociées, dans le premier souci d'égalité entre les hommes et les femmes ? Mais aussi dans le premier souci de l'intérêt de l'enfant, qui inclut l'égalité entre femme et homme, et entre mère et père, et même entre petit garçon et petite fille, dont l'enfant a besoin ?

La médiation familiale permet cette évolution avec de nouveaux regards sur le couple, et à la fois induit toute la souplesse nécessaire dans le respect de chacun, y compris des rapports entre père et mère, et ouvre/œuvre vers plus de compréhension mutuelle et de compréhension de soi-même. La médiation familiale se situe au-delà d'un principe d'égalité de droit entre chacun des participants, mais ce principe est une condition nécessaire pour que la médiation familiale puisse progresser et aboutir sereinement.

Cependant, peut-on dire que la médiation familiale est impossible dans de mauvaises conditions où il n'y a pas égalité de droit entre hommes et femmes ? Non,



certainement pas. Mais la prise de conscience de ces inégalités interroge sur notre **statut de tiers neutre et impartial**, et touche à la norme sociale, surtout à notre époque où tant les femmes que les hommes demandent égalité de droit et parité.

Soit la médiation familiale est au service d'une norme sociale inégalitaire entre homme et femme, et nous ne pouvons qu'y voir une condition d'échec. C'est d'ailleurs relativement ce qui se passe actuellement...

Soit la médiation familiale est sur une autre base, à savoir recevoir deux parents reconnus dans une égalité de droit, dans une relation sans pouvoirs déséquilibrés entre l'un et l'autre, dans une discussion d'égal à égal, dans une vraie coparentalité. C'est là un autre changement de paradigme dans la norme sociale.

Effectivement, nous sommes à un tournant de société, et nous, médiateurs familiaux, sommes dedans et en plein milieu. Nous ne sommes pas seulement extérieurs et observateurs ainsi que nous le sommes face à des parents en médiation familiale. Comment portons-nous cette neutralité ou impartialité face à ce questionnement d'évolution de société où la nouvelle norme sociale serait la "famille monoparentale" ainsi que nous l'entendons beaucoup, par-ci par-là ? Ou bien nous sommes face à une société de coparentalité, où les deux parents devraient pouvoir exister, ensemble ou séparément, cohabiter en quelque sorte dans une vraie coparentalité ?

En tant que médiateur familial, nous devons avouer personnellement que nous ne nous sentirions pas à l'aise concernant la morale et l'éthique si nous devons recevoir des parents s'il nous est fait comprendre que l'un d'eux est soumis, battu d'avance, violenté, quémendant des droits, des devoirs, des obligations, des sentiments vis-à-vis de ses enfants que l'autre pourrait facilement lui refuser s'appuyant sur une norme sociale dépassée dans laquelle le père a plus de pouvoir parce qu'il est l'homme, au nom d'un patriarcat désuet, ou bien dans laquelle la femme a plus de pouvoir parce qu'elle est mère, au nom d'un stéréotype tout autant dépassé, les deux faces d'un même sexisme discriminant.

### **Pas de lien social sans lien familial fort**

D'une autre façon, la médiation familiale n'est-elle pas un moyen formidable pour la société d'aboutir à ce que la loi, les pratiques judiciaires et les pratiques sociales puissent être vraiment et strictement égalitaires, ce dont les hommes et les femmes de notre pays ont besoin et dont les petits garçons et les petites filles ont aussi surtout besoin ? Là où la loi, ou encore les pratiques sociales ou judiciaires, sont limitées vers la prise en compte réelle, à juste valeur, des hommes et des femmes, il manque un outil qui corresponde mieux à une façon de faire, et c'est la médiation familiale qui peut y répondre.

Une autre dimension est de pouvoir considérer que le règlement d'un conflit interindividuel puisse apporter une autre façon de percevoir et d'appréhender les conflits dans la société, dans les groupes sociaux professionnels ou autres, dans la ville et dans les cités, ou même encore dans les rapports entre un individu et un groupe. Ne touchons-nous pas là la question de la citoyenneté ? Ne touchons-nous pas aussi, non seulement à la norme sociale, mais aussi à la chose politique, interférant dans l'organisation des rapports sociaux, puisque nous intervenons dans les rapports interindividuels ? Réciproquement, l'avancée de la démocratie ne devrait-elle pas nous permettre de mieux percevoir les relations interfamiliales et de mieux travailler en en tenant compte en médiation familiale ?

D'ailleurs, la médiation familiale s'intègre parfaitement aussi aux travaux européens de recherche sur les méthodes alternatives de résolutions des disputes (A.D.R., alternative dispute resolution), et de plus, c'est véritablement un mouvement mondial dont la France serait peut-être un peu en retrait, et que la médiation familiale permettrait de faire progresser, de faire progresser au moins en matière familiale.

Maintenant que la médiation familiale existe bien et a trouvé ses assises, elle présente une bonne méthode alternative à l'évolution de la famille, à l'évolution de chaque famille. Elle permet la démocratie dans la famille, les familles, les familles dans toutes leurs formes.

Tout autant que la médiation en général permet une meilleure démocratie, la médiation familiale permet de construire de nouveaux rapports entre les individus, et particulièrement entre hommes et femmes, ce qui se situe bien en reflet des rapports sociaux non suffisamment satisfaisants et non suffisamment démocratiques entre hommes et femmes dans la société.

# Normes sociales et postures du médiateur

*Marie ROUSSEAU*

*Médiatrice familiale*

*Cet après-midi de séminaire se place sous la haute protection du seigneur des lieux, l'équipe de « séminaristes » s'est déplacée pour tenir audience dans le parc de l'illustre personnage, originaire de Montbard : Monsieur le Comte de Buffon qui y naquis en l'an 1707. Ce célèbre naturaliste, travailla à l'écriture d'une histoire naturelle (qui consistait à observer, puis classer, ordonner,) en quarante volumes... (Entre autres activités).*

*Notre après-midi de travail bénéficiera donc de la douceur du climat et également de la nouvelle « norme » (coutume ? rite ?) qui veut que les épousailles se tiennent le samedi ! De plus, une once de superstition, (mysticisme ?) leur laisse penser qu'il est de bon augure que ces noces se tiennent un 07/07/07. Nos échanges furent donc accompagnés de fréquents concerts de Klaxons, et nous pûmes admirer en arrière plan les différentes poses qu'adoptait chaque couple devant le massif de fleurs jouxtant notre lieu de réunion, afin de prendre le traditionnel cliché immortalisant l'évènement. Je n'oserai affirmer que quelques propos cyniques n'ont pas fusé dans cette assemblée de médiateurs, qui bien que fondamentalement humanistes conservent un certain sens des réalités. (et des statistiques...).*

De la norme à l'influence, de l'influence à la manipulation, de la manipulation à l'analyse de pratiques à l'éthique...

Selon un chemin analogue à celui suivi lors du colloque sur le pouvoir, nous affirmons puis modulons. Nous ne sommes pas, nous professionnels, porteur de norme. La preuve en est que les personnes qui viennent nous voir conservent le choix, les choix...

De quelle idée de la famille procède la médiation familiale en ce pays ?

La promotion de l'idée qu'il y aurait une bonne séparation, qui pourrait avoir lieu dans un espace singulier, avec des professionnels formés ne s'apparenterait-elle pas à une norme implicite. (Il faut se « bien séparer » pour le bien des enfants)

D'ailleurs, au nom de ce même « bien des enfants » le médiateur doit il adhérer à tout ?

Le médiateur peut-il laisser les personnes prendre n'importe quelle décision ?

Au nom de quoi laissons-nous faire ?

Au nom de quoi ne laissons-nous pas faire ?

Une éthique ? Une conviction ? Une valeur ? Une norme ?

«Une norme individuelle est une valeur !» proclame l'un d'entre nous.  
Une norme sociale est le discours dominant.

La norme fonctionne comme une vérité.

Norme : emprunté au latin « norma » équerre, terme technique employé également par image au sens moral de « règle, ligne de conduite » ... il se dit, sans jugement de valeur, de l'état habituel, régulier, conforme à la majorité des cas... Au XX siècle est apparu le sens technique de « formule qui définit un type d'objet, un produit, un procédé technique. Des emplois spécialisés en mathématiques, en sociologie, et en droit, correspondent à la double notion de conformité au modèle majoritaire et de règle qu'il convient de suivre. (A. Rey, Robert historique de la langue française, 2000)

Nous pouvons donc noter la notion de modèle du plus grand nombre ce qui laisse penser que la norme est variable, ce qui a suscité un certain nombre d'observation sur la façon dont le médiateur reçoit des personnes originaires d'autres pays, aux modes de vie différents...

La norme est donc située géographiquement mais également historiquement.

La norme précède-t-elle la loi ? Vient-on légiférer là où la société a normé ? La norme s'ancre-t-elle dans la loi ?

Un certain nombre de normes sociales sont véhiculées en médiation:

1. un enfant a besoin de ses deux parents pour se construire
2. un divorce est une chose banale et il faut le faire de façon consensuelle...

Au-delà de l'aspect quelque peu provocateur de ces formules, nous nous sommes interrogés sur les normes qui nous habitent (celles que nous avons intériorisées) et celles que nous véhiculons de façon plus ou moins volontaire.

« Quand on a soi-même nommé la norme, c'est déjà qu'on l'interroge »

Nous nous approchons des questions éthiques : le spectre de la « manipulation » se dessine, avec son cortège de corollaires. (C'est pour leur bien) le pouvoir, l'influence...

La définition proposée alors de la manipulation fut celle-ci : « acte posé, ou dit consciemment, qui ne va pas dans le sens de l'intérêt du sujet ».

Parce qu'il n'est jamais vain de revenir au sens premier des mots, reprenons la définition du dictionnaire historique de la langue française (Robert)

Manipulation :...au sens de « manière d'opérer » en chimie...depuis 1767, il signifie, au figuré, « manœuvre occulte, intrigue » sens que possède l'anglais manipulation, dès 1628. Il est devenu un terme du langage des illusionnistes et prestidigitateurs (1931) et s'est répandu après 1966 dans la critique des idéologies...

J'ajouterai un des sens signalé dans le Grand Usuel Larousse : « action d'orienter la conduite de quelqu'un, d'un groupe, dans le sens qu'on désire sans qu'ils s'en rendent compte. La manipulation de l'opinion publique ».

Ainsi une des garanties que l'on peut se donner pour limiter « une manipulation » est d'être le plus clair possible avec les personnes reçues en médiation, quant aux moyens utilisés. Plus on explicite ce qu'on fait, moins on risque la dérive ou l'excès d'influence.

Un dernier détour lexical

Influence : est un emprunt au latin médiéval *influentia* « flux provenant des astres et agissant sur l'action des hommes et des choses »...Influence conserve d'abord le sens de l'étymologie, le mot désignant ensuite l'action attribuée aux astres sur la destinée humaine. Par extension, il se dit dès le XIII siècle de l'action lente et continue exercée sur une personne ou une chose. De là vient le sens « d'autorité, prestige de quelqu'un, qui amène les autres à se ranger à son avis » d'où « autorité politique ou intellectuelle acquise par un pays, une civilisation à un moment donné... »

De quels moyens peut se doter le médiateur pour se donner de l'indépendance ? De la neutralité ? De l'impartialité ? Il est bien sûr question d'analyse de pratique, peut-elle tout ?

*Sur ces questions, nous remettrons cent fois l'ouvrage sur le métier...*

# **Note de lecture**

## **La société des individus<sup>\*</sup> de Norbert Elias**

**Maïté LASSIME**  
*Médiatrice familiale*

Norbert Elias a traversé le XX<sup>ème</sup> siècle. Né en Allemagne en 1897 dans une famille juive aisée, il fuira le régime nazi en 1933, en Suisse puis en France, à Paris et s'installera définitivement en Angleterre, à Londres. Il mourra à Amsterdam en 1990. Bien qu'ayant entrepris des études de médecine et de philosophie, c'est à la sociologie qu'il se dédiera. « La société des individus » compte parmi de nombreux ouvrages, dont « Procès de la civilisation », « La civilisation des mœurs », « La dynamique de l'occident ». Son œuvre qui passa presque inaperçue dans une Europe hantée par la guerre est considérée aujourd'hui comme une contribution essentielle à la sociologie contemporaine.

La pensée de Norbert Elias suscite l'intérêt tant des historiens, que des ethnologues, que des chercheurs, que des politologues, que des sociologues. On peut parler à son sujet d'une pensée « transdisciplinaire » qui vise une approche totalisante, multidimensionnelle et toujours historique des phénomènes étudiés. Aujourd'hui, l'individu est au cœur de la question du libéralisme et de la refondation sociale et affecte l'ensemble des champs de l'existence, la famille, l'école, le travail ... d'où la filiation qui peut s'établir entre Elias, Castel, De Singly, Kaufmann ...

La particularité du livre d'Elias « La société des individus » tient au fait qu'il regroupe trois essais rédigés entre l'avant-guerre, 1939, et 1987. Cet ouvrage couvre donc un demi-siècle capital qui a vu le monde se transformer et être bouleversé par l'avènement du nazisme, tragédie dont les conséquences ont été déterminantes dans la trajectoire personnelle, intellectuelle et professionnelle de Norbert Elias. Toutefois ce livre trouve son unité et sa cohérence dans l'idée centrale développée : la place, le rôle et les fonctions de l'individu dans nos sociétés. En dépassant l'idée d'une dualité apparemment largement partagée entre individu et société, il tentera une présentation et une explication de la civilisation occidentale dans ses dimensions historique, sociologique et psychologique.

---

<sup>\*</sup> Norbert ELIAS, *La société des individus*, éd Fayard, 1994.

Dans le premier texte « La société des individus » écrit en 1939, Norbert Elias brise les fausses évidences autour de l'opposition individu/société et montre que, loin de s'opposer, ces deux réalités sont indissociables. En cela il renvoie dos à dos les tenants de la philosophie classique dominés par la valeur-individu et les tenants du déterminisme sociologue, farouches défenseurs de la valeur-société.

Dans le deuxième texte « Conscience de soi et image de l'homme » écrit entre 1940 et 1950, Norbert Elias, tout en reprenant la problématique de l'indissociabilité individus et société, l'enrichit en donnant à ces deux termes une dimension historique, processus de civilisation pour la société, phénomène d'individualisation pour les individus.

Dans le troisième texte « La transformation de l'équilibre « nous – je », il continue de poser la question du processus d'évolution des sociétés, plus particulièrement à travers la problématique identitaire de « je » et du « nous ». Ce texte de 1987 est un des derniers qu'il a écrit et on peut y lire une analyse critique de notre société contemporaine.

Pour étayer sa pensée, Elias développe plusieurs concepts clés : interdépendance, configuration, habitus social, homo clausus, sur lesquels il s'appuiera tout au long du livre.

Le concept d'« *interdépendance* » réfère aux liens fonctionnels qui lient les individus entre eux. Norbert Elias démontre que l'homme ne peut exister seul. Cette dépendance des hommes entre eux est d'autant plus contraignante que les fonctions sont spécialisées, donc que les sociétés se complexifient. Et paradoxalement, ce sentiment de dépendance réciproque n'empêche pas les individus de se penser comme autonomes. C'est parce qu'il y a une différenciation de plus en plus grande, qui, objectivement augmente nos dépendances mais offre un choix plus grand d'aspirations sociales, que le sentiment d'autonomie se renforce.

Le concept de « *configuration* » ou « *figuration* » permet de penser le monde social comme un tissu de relations. Pour l'illustrer, Elias compare la société à un groupe de danseurs dont les pas, les mouvements, les gestes, sont déterminés par les relations des danseurs entre eux. Ainsi, dira-t-il, il en est de même dans la société, la façon dont les individus se comportent est toujours déterminée par les relations anciennes ou présentes avec les autres. Elias prendra d'autres images encore, une partie de cartes, ou une partie d'échecs, mais ce qu'il faut retenir, c'est que le concept de « *configuration* » est une figure globale qui prend en compte toutes les données des personnes dans leurs actions et leurs relations réciproques. La configuration forme ainsi un ensemble de tensions.

Les deux concepts « *interdépendance* » et « *configuration* » sont éminemment liés. « *L'interdépendance* » des individus est la condition nécessaire à la « *configuration* ».

L'« *habitus social* » c'est ce que tout individu, aussi différent soit-il des autres, partage avec les autres membres de sa société. Et cela à plusieurs niveaux, d'un pays, mais aussi d'une région, d'un clan, d'une ethnie, de la famille...

A ces trois concepts s'oppose l' « *homo clausus* », concept qui parle d'un homme autonome, extérieur et antérieur au monde social.

Ces concepts sont fondamentaux dans la pensée de Norbert Elias. Ils lui permettent de comprendre et d'expliquer l'évolution de l'histoire des hommes et leur rapport au monde.

L'idée centrale qu'Elias développe est que les hommes ont toujours été liés les uns aux autres par des liens de dépendances réciproques et que la notion d'individu, apanage de notre société occidentale, est une notion moderne qui n'est apparue en occident qu'au terme d'un long processus.

Plusieurs raisons président à l'émergence de cette réalité : la complexification des processus de civilisation, l'évolution de la pensée et la domination des forces de la nature par les hommes.

### *L'individu en question*

Comprendre la place de l'individu dans notre société c'est prendre en compte l'évolution des sociétés depuis l'origine. L'individu n'a pas toujours existé comme tel, c'est une notion récente dans l'histoire dont Norbert Elias retrace le processus de formation. Parler de « société individualiste » et « d'individualisme », c'est-à-dire penser le monde qui nous entoure en fonction et à partir des individus qui le composent est né de la complexification des processus de civilisation.

Comment en est-on arrivé à la société contemporaine ?

Norbert Elias fait l'analyse suivante : le modèle de la société industrielle correspond à un stade particulier du procès de civilisation. Les sociétés se sont succédées, des hordes primitives jusqu'aux sociétés occidentales modernes et chacune a vu son mode d'organisation changer selon la structure de la vie collective, les modes de production, la répartition des fonctions et l'exercice du pouvoir. L'évolution a toujours et jusqu'à ce jour, opéré un passage d'unités sociales petites, non différenciées vers des unités sociales de taille plus importante, plus différenciées, plus complexes. Et plus les unités sociales se diversifient, plus se développent les possibilités d'individualisation. Dans les sociétés traditionnelles les rôles et fonctions des individus étaient peu différenciés, voire interchangeables, le processus d'individualisation peu développé et les communautés restreintes. L'évolution de l'histoire des sociétés est marquée par leur complexification, des sociétés de guerriers aux sociétés de cour, puis aux sociétés bourgeoises, jusqu'à nos sociétés modernes, complexification qui va de pair avec le développement du processus d'individualisation.

La complexification des processus de civilisation n'est pas la seule raison de la primauté de l'individu dans nos sociétés modernes. La force de l'individu repose aussi sur un fondement philosophique.

Les philosophes ont toujours cherché des réponses concernant la position de l'homme dans le monde. Reprenant les penseurs de l'Antiquité classique, une nouvelle pensée va s'imposer à partir du XV<sup>ème</sup>, XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècle qui donne à l'homme la capacité par sa propre pensée et sa propre observation d'accéder à des certitudes dans la connaissance des enchaînements naturels sans



se référer à aucune autorité extérieure. L'homme va percevoir le monde comme extérieur à lui et dans cette extériorité il va faire l'expérience de sa propre conscience. L'homme devient un sujet pensant et regarde le monde à distance comme objet de connaissance à travers son propre système de perceptions. A partir de là, l'homme se vit séparé du monde qui l'entoure, la seule garantie de ce qui existe au dehors n'étant que ce qu'il en perçoit.

La philosophie construira une théorie de la connaissance qui donnera une place prépondérante à la conscience individuelle. En cela elle contribuera largement à l'avènement de l'individu, à « *l'homo clausus* ». C'est de là également que naîtront les sciences de l'homme telle que la psychologie, science de l'individu par excellence.

### *Individu et société*

Norbert Elias explique tout au long de « La société des individus » que nous avons l'habitude d'opposer « individu » et « société » comme s'il s'agissait de deux entités, de deux substances séparées. Cette vision, nous dit-il, participe de l'idéologie des sociétés modernes : il y a ceux qui croient en l'individu parce qu'ils considèrent que la valeur-individu est plus importante que la valeur-société et ceux qui croient en la valeur-société pour les mêmes raisons.

Il y aurait d'un côté la croyance en une intériorité de l'individu, préexistante à son immersion sociale et de l'autre la croyance en une extériorité de la société, perçue comme un espace existant par lui-même, autrement dit la croyance en une société préexistante aux individus.

L'originalité de la pensée de Norbert Elias est de démontrer ce dualisme et de le dépasser.

L'individu ne se comprend pas en dehors de la société qui l'a formé. L'individu fait partie de la société qu'il le veuille ou non. Pour s'en convaincre il suffit de penser l'homme non pas en tant qu'adulte mais comme bébé. Le bébé ne peut s'humaniser, grandir et se développer que par les échanges qu'il a avec les autres qui étaient là avant lui, et pas seulement les autres mais aussi les institutions sociales qui, elles aussi, sont là pour l'accueillir.

Donc l'individu ne « se fait » et ne « devient » que par un processus d'individualisation/socialisation qui n'est jamais achevé. Ce qui constitue un individu c'est donc la place qu'il occupe au sein d'un ensemble, dans un réseau « d'interdépendances ».

*« Cet ensemble de fonctions que les hommes remplissent les uns par rapport aux autres est très précisément ce que nous appelons société ».*

De même, dira-t-il, penser la société comme une entité renverrait à un schéma d'une structure fermée et statique, or ce serait oublier que la société humaine n'est jamais fixe mais toujours en mouvement, en devenir. Et cela parce que la coexistence des hommes est faite de tensions entre les différentes fonctions de chacun d'une part et d'autre part parce que les structures changent, évoluent. A une vision statique de la société Norbert Elias oppose une vision dynamique et ouverte.

La société n'est ni un ensemble (ce mot renvoie à une représentation harmonieuse), ni une structure fermée (une totalité) parce que la coexistence des hommes est faite

de tensions entre les différentes fonctions de chacun, (dans les sociétés humaines restreintes les différences fonctionnelles sont plus réduites que dans les sociétés complexes) de conflits, « d'explosions » et l'histoire montre que les sociétés évoluent, changent, se transforment, donc elles sont ouvertes et inachevées. Norbert Elias oppose le changement de l'environnement que forment les hommes les uns pour les autres, au ciel, qui lui, est resté pratiquement égal à lui-même de même que la structure géologique de la planète.

Pour Norbert Elias, la société est plus que la somme des individus qui la composent. Il prend plusieurs images pour illustrer son propos. Celle de la maison, qui est beaucoup plus que la somme des pierres qui la composent, ou celle d'une conversation où le dialogue progresse et naît de la suite et de l'interdépendance des idées enchaînées. Mieux encore, l'image du filet, « *réseau permanent de relations humaines dont l'individu n'est qu'un des nœuds et au sein duquel il vit et accède à son individualité* ».

Un filet est fait de multiples fils reliés entre eux. Toutefois, ni l'ensemble de ce réseau ni la forme qu'y prend chacun des différents fils ne s'expliquent à partir d'un seul de ces fils ni de tous les différents fils entre eux. Ils s'expliquent uniquement par leur association, leur relation, leur tension entre eux. La forme de chaque fil se modifie lorsque se modifie la tension et la structure de l'ensemble du réseau.

Pour Norbert Elias, il ne peut y avoir antagonisme entre société et individu. Le danger d'un tel antagonisme serait de couper, de séparer l'individu de la société à laquelle il appartient, de nier « l'habitus social » et de faire de la société une peau vide.

### *L'évolution de l'humanité, l'évolution de la civilisation*

L'humanité ne cesse d'évoluer mais cette évolution ne va pas de soi. Elle va se comprendre pour Norbert Elias au travers du prisme des rapports individus/société.

Deux choses sont fondamentales dans la compréhension de cette évolution.

La première est liée à la nature de l'homme.

L'homme n'est pas un animal supérieur. L'homme a, au cours de l'histoire, élaboré des signes symboliques, un langage, qui lui permet de communiquer, de s'adapter, de se reconnaître avec ceux qui parlent le même langage que lui. Le langage participe de « l'habitus ». Par ailleurs, l'homme a des traits de visage singuliers qui font que chaque individu est unique en même temps que reconnaissable par ceux auxquels il est relié (identité et appartenance).

La deuxième tient à l'apprentissage de niveaux d'intégration de plus en plus complexes qu'ont à faire les sociétés. L'homme d'aujourd'hui n'appartient plus à sa société comme l'homme des cavernes lui appartenait, il appartient à une région, à un pays, à une nation, à un groupement de nations. L'homme, dans la société contemporaine a à intégrer jusqu'au niveau planétaire tout en préservant son identité.

De la même façon qu'un enfant en grandissant gagne en autonomie au fur et à mesure qu'il diversifie ses niveaux de connaissance, l'identité individuelle de l'homme se modifie tout au long de sa vie tout en conservant certains traits.

La question fondamentale que pose Norbert Elias est celle de l'équilibre de l'identité individuelle, ce qu'il appelle le « je » et de l'identité collective, qu'il appelle « le

nous ». Plus les sociétés se complexifient, plus les hommes sont nombreux, mobiles, plus les pouvoirs étatiques s'organisent, plus l'homme s'éloigne du « nous » et plus il est dans son « je », d'où sa fragilisation aussi.

Est-ce pour autant que l'on peut présager du devenir de l'humanité ? Norbert Elias ne fait aucun pronostic, il ne porte aucun jugement de valeur. Son analyse ne fait place ni à l'optimisme ni au pessimisme. Ce qui est sûr, nous dit-il, c'est que les sociétés se développent en se complexifiant, sans que l'on puisse confondre développement et progrès.

Une donnée essentielle à intégrer, c'est le temps : le temps d'apprentissage des différents niveaux d'intégration est très long et de ce fait, on ne sait pas aujourd'hui comment va évoluer l'humanité.

La société va vers toujours plus de complexion, l'individu vers plus d'individualisation, l'équilibre est délicat mais rien ne peut dire aujourd'hui de quoi demain sera fait. Il faut laisser faire le temps...

Deux raisons m'ont amenée à choisir ce texte.

La première raison est son actualité et les questions déterminantes qu'il pose. Les débats aujourd'hui autour de l'individualisme, des sociétés individualistes, du clivage entre sphère privée et sphère publique, les questions plus larges autour du devenir de la planète, de la mondialisation, touchent la place et l'organisation des individus à l'intérieur de collectifs plus ou moins grands. Concilier les besoins de l'individu avec les exigences de la collectivité est un des nœuds du monde contemporain. Et c'est bien de cela dont il est question dans « La sociétés des individus ».

La question de l'équilibre entre le « je » et le « nous » est au cœur du destin de la planète, tant au niveau écologique qu'au niveau politique et économique. Quelle part, et au sein de quelles organisations étatiques, l'individu pourra-t-il prendre dans la résolution des grandes questions comme la redistribution des richesses, la réduction des inégalités entre pays riches et pays en voie de développement, le clivage nord/sud ?

La deuxième raison est en rapport direct avec le métier de médiateur familial.

Norbert Elias démontre qu'il ne suffit pas de comprendre un individu par ses caractéristiques, il faut encore l'expliquer par sa situation, sa position dans le groupe, son histoire. Cela fait écho au travail de médiateur.

Pour comprendre l'intérêt d'un enfant dans une séparation par exemple, la prise en compte du contexte, de l'histoire familiale, de son évolution, des échanges entre les différents membres de la famille sera essentielle. De même que Norbert Elias dit qu'il n'y pas d'individus sans société et pas de société sans individus, on pourrait dire qu'il n'y pas de famille sans individus et pas d'individu sans famille.

Dans ce sens la médiation familiale peut aussi faire siens les concepts *d'interdépendances et de configuration*.

La famille est une petite société où se jouent les interdépendances des individus qui la composent. Il s'agit de trouver un équilibre là où apparemment les intérêts des uns et des autres sont divergents. Ce n'est pas la loi d'un seul qui va être prépondérante mais c'est bien les intérêts de tous qui seront à composer. On peut parler de « configuration » familiale.

Réussir une médiation familiale serait accompagner les différentes parties dans la mise en jeu de la combinatoire intérêts individuels et intérêts collectifs.

C'est à ce titre que l'on peut reprendre cette citation de Norbert Elias :

*« C'est seulement à partir du moment où l'individu cesse de penser pour lui tout seul, où il cesse de considérer le monde comme quelqu'un qui « de l'intérieur » d'une maison regarderait la rue, à l'extérieur ( ... ) que s'estompe lentement en lui le sentiment d'être « intérieurement » quelque chose pour soi tandis que les autres ne seraient qu'un « paysage », un « environnement », une « société » qui lui feraient face et qu'un gouffre séparerait de lui ».*

# La médiation familiale à l'épreuve des malentendus

Jean-Louis MATROD

*Fin de formation Diplôme d'Etat de Médiateur Familial*

## 1. Introduction

On peut facilement concevoir que dans une relation de couple, chacune des personnes perçoit les situations de la vie sous une réalité différente. Cette différence de perception peut être légère ou profonde et dans sa version la plus dramatique entraîner la crise au sein du couple voire son éclatement. On peut parler dans ce cas d'aveuglement dont les conjoints seraient victimes et ne leur permettraient pas d'accepter la « réalité de l'autre ». Je m'intéresse, dans l'étude présente à ce que reflète cette « différence de perception ». Parti d'une approche sociologique sur les dysfonctionnements entraînés dans les entreprises par les malentendus entre groupes, et avec l'expérience de nombreuses séances de médiation, je transpose ce travail aux situations de crise dans un couple. Sont ainsi mis en évidence les « cercles » de personnes auxquelles appartiennent les individus, les « valeurs de justice » qu'ils partagent entre eux et constituent les limites même de leur communauté et enfin l'évaluation qu'ils font de leurs « positions » par rapport à celles de autres. Au-delà de cette mise en évidence, je regarde comment la médiation familiale peut être opérante au regard de ces trois paradigmes du malentendu.

Au fil de l'étude, je découvre que certains malentendus sont « fondateurs » de la crise familiale. La reformulation de cette découverte aux personnes (elle ne l'est en général que pour l'une des deux), aussi douloureuse soit-elle, leur permet d'avancer dans la perception de leur situation et d'agir en conséquence.

## 2. De l'entreprise à la famille

Dans un groupe de travail du laboratoire de sociologie « Printemps » de l'UVSQ<sup>7</sup> auquel je participais encore récemment, les dysfonctionnements dans les entreprises furent analysés à partir des logiques de formation des groupes sociaux. Reprenant des concepts abordés auparavant par d'autres sociologues (en particulier Elias N., 1965<sup>8</sup>), le groupe publia un ouvrage<sup>9</sup> pour montrer que des cercles sociaux distinguant « nous » et les « autres », ceux qui « en sont » et ceux qui « en sont

---

<sup>7</sup> Université de Versailles Saint Quentin

<sup>8</sup> *La logique de l'exclusion*, 1965, Paris, Fayard, 1998

<sup>9</sup> Tripier P., Boussard V., Mercier D., *L'aveuglement organisationnel ou comment lutter contre les malentendus*, Paris, CNRS Editions, 2004

exclus » se forment à partir des divergences de représentation du monde. Chaque « cercle » voyant le monde selon ses propres règles et lois constitue une « communauté de justice » qu'il estime être supérieure ou inférieure aux autres cercles selon les représentations qu'il se fait des autres cercles. Une échelle des valeurs subjective à chacun d'eux se met alors en place, bien évidemment jamais partagée par les autres : « Les individus sont aveugles, et les éléments qu'ils perçoivent des situations renforcent systématiquement leur propre point de vue<sup>10</sup> ». Pour les auteurs, les concepts clés de *frontières*, *justice* et *position* permettent de révéler l'origine des dysfonctionnements des entreprises. Ils pensent que « dévoiler » ces biais, ces « définitions exclusives de la réalité » permettrait d'y porter remède mais ne disent pas lequel et parlent encore moins de la médiation comme piste de solution. C'est cette piste que j'explore à présent en formulant l'hypothèse que dans les situations rencontrées en médiation familiale, divorces, séparation et plus généralement conflits intra familiaux, les mêmes logiques que celles rencontrées en entreprise s'appliquent et que lorsque ces cercles du privé (conjoint, familles, relations d'amis, ...) s'affrontent, on retrouve les mêmes clés pour en expliquer les conflits.

Une famille s'appréhende autant dans l'individualité de chacun de ses membres : l'homme, la femme, l'enfant, que dans le groupe qu'ils forment : le couple et la famille. Comme, d'une façon générale, tous les capitaux des individus (symboliques, économiques,...) sont un héritage de ceux de leurs parents (Bertaux-Wiamme, 1996<sup>11</sup>, Tisseron, 1999<sup>12</sup>), il est impossible dans une famille de dissocier l'enfant, le père, la mère de son groupe d'appartenance et de ne pas voir comment il y obéit à ses valeurs de « justice ». Lorsque deux logiques différentes s'affrontent, les « malentendus » ne sont pas loin et l'« aveuglement » des personnes conduit facilement à la séparation ou au divorce. L'exemple qui suit est extrait d'une situation réelle de la médiation V.<sup>13</sup> :

*La première séance s'engage avec beaucoup d'énervement de la part de Mr. Qui s'impatiente déjà au bout de 10 minutes d'attente. Mr nous apparaît très procédurier, tatillon, prend tout de suite des notes. La médiatrice, devant la tension perceptible, prend son temps pour planter le cadre. Puis on démarre. Mr d'abord qui résume ses hauts et ses bas depuis l'été, **ses comportements d'écorché vif depuis toujours**, pour finir sur son départ en mi-novembre après avoir appris et très mal pris (« tu avortes ou je divorce ») l'annonce de la grossesse de Mme. Mr avoue ses dérapages, en a pris conscience et a engagé une psychothérapie individuelle. Au tour de Mme, nous entendons une autre musique : **celle d'un environnement familial heureux**, celle d'un engagement affectif et pratiquant, celle d'un espoir d'une famille heureuse comme la sienne, celle d'un certain dévouement au moment du décès de ses parents, celle du soutien de sa sœur<sup>14</sup>.*

<sup>10</sup> Op. cité, p. 131

<sup>11</sup> *Transmissions familiales : territoires imaginaires, échanges symboliques et inscription sociale*, in « La famille en question, état de la recherche », Paris, Syros, 1996, p.187  
et *Le patrimoine et sa lignée : transmissions et mobilité sociale sur 5 générations*, in Life stories/Récits de vie, doc IRESCO N°4, 1988

<sup>12</sup> *Nos secrets de famille ; histoire et mode d'emploi*, Paris, Ramsey, 1999

<sup>13</sup> Reprise dans les exemples de terrain qui suivent

<sup>14</sup> Les parties en italiques dans la suite du texte sont extraites d'un journal tenu à l'issue de chacune des médiations auxquelles j'ai participé

Mr, issu d'une famille très individualiste, peu chaleureuse, logée dans une grande maison de province, n'était pas du tout prêt à assumer son nouveau rôle de père. L'annonce de la grossesse de sa femme déclenche son seuil d'intolérance à une conjugalité qu'il vivait bien avec Mme jusque là. Il « pète les plombs ». Ce qui nous intéresse ici c'est de voir tout de suite, dans cette séance d'ouverture, à quel point les deux systèmes de famille sont différents : la famille (« cercle ») de Mr et celle de Mme, les valeurs (« justice ») l'appréciation que chacune d'elles fait de l'autre (« position »). Ce dernier point, pas visible lors de la première séance, apparaîtra clairement quand Mme nous dira ne pas être reconnue dans la famille de son mari.

Pour cette médiation comme pour de nombreuses autres, nous devons nous poser la question : « Les notions de cercles, justice, positions sont-elles pertinentes en médiation et y a-t-il un intérêt particulier à les relever ? », « Comment le cadre de la médiation rend cette découverte possible ? » et « qu'en est-il fait après par les personnes elles-mêmes ? »

### **3. Le cadre et les règles de bonne pratique de la médiation familiale à l'épreuve des malentendus**

En réponse à ces questions, je suis parti de ce qu'il est convenu d'appeler le cadre ou encore les règles de bonne pratique de la médiation pour voir à priori ce qu'elles apportent aux personnes par rapport à leur « cercle », leur « justice » et leur « position ».

**Organisation de la médiation** : *Présence physique des deux personnes en séance. Rythme temporel. Le travail de médiation ne peut se faire que si les deux personnes acceptent de venir ensemble devant le médiateur. Durée des séances.*

Les apports aux personnes en médiation : J'ai accepté de sortir de mon « cercle ». Je me sens peut-être menacé par la présence de l'« autre » mais d'autres aspects du cadre me protègent. La médiation me permet de respecter mon propre calendrier (deuil individuel, avancement de la procédure,...), donc ma propre « justice ». C'est mon choix de venir en médiation ; j'en accepte les conditions.

**Code de déontologie** : *Le médiateur garantit un cadre sécurisé : respect mutuel, pas d'agression, ainsi que les règles éthiques auxquelles il est soumis. Confidentialité des propos tenus en médiation.*

Les apports : Protégé par l'espace sécurisant et confidentiel de la médiation, je peux me sentir momentanément délivré de respecter et défendre à la lettre les principes de justice de mon cercle. Ce faisant, je ne me sens ni coupable ni en risque de conflit de loyauté avec les « miens » dans tout ce que je dis, en

particulier si je les tiens momentanément à l'écart du contenu des séances<sup>15</sup>. Protégé par le cadre, je ne crains pas la « justice » de l'autre.

**Neutralité, transparence :** *Le médiateur demande aux personnes de « se mettre à la place de ». Neutre par définition (et dans la pratique), il les aide à cette posture en reformulant de la façon la plus transparente leurs locutions. Il œuvre à maintenir le respect mutuel. Il déconstruit les phrases assassines.*

Les apports : Quand l'autre personne parle, je n'ai pas d'autre choix que d'entendre la culture, les valeurs, les règles, les sentiments de « justice » auxquelles elle adhère. Même si je ne les partage pas, ou si je n'y crois pas, je les entends. Au fil des séances le temps me sera donné pour mieux les comprendre. Avec la reformulation du médiateur et les questions qu'il me pose, j'ai plusieurs occasions d'entendre quelque chose de connu, « sa justice » reprise avec un son nouveau et inhabituel. Ce faisant je peux rester fidèle à « ma justice », mon « cercle » et mes positions. En triant ce qui revient à l'autre et ce qui me revient, le médiateur modifie la nature de l'interaction et crée une occasion d'ouverture à la compréhension de la « justice » de l'autre.

**Loyauté des personnes :** *Ici et maintenant, je parle en mon nom. Je ne noie pas le poisson, je suis de bonne foi.*

Les apports : Le médiateur m'aide à prendre de la distance par rapport à mes réactions habituelles, conformes à celles de mon cercle, et à avoir une plus grande liberté d'expression. Il m'aide aussi à « oublier » les réactions de l'autre personne et à être plus vrai. A la demande du médiateur, j'accepte d'oublier temporairement mes convictions (ma « justice ») et de me concentrer sur mes besoins. Ce faisant, je ne me sens pas en conflit de loyauté ni vis-à-vis de mon cercle, ses règles et ses positions, ni vis-à-vis de l'autre personne. Je sais mieux que quiconque ce qui me convient.

**Champ des options possibles :** *Créativité du médiateur.*

Les apports : Sous l'effet de la neutralité du médiateur je sens moins le poids des croyances (« justice ») de mon groupe, et suis peut-être plus ouvert à une éventuelle co-construction. En mettant mes valeurs temporairement à distance, je me rends plus ouvert à un champ des possibles qui ne soit pas que le champ des possibles de mon « cercle » ou de ma « justice ».

**Empowerment<sup>16</sup> :** *Aider les personnes à accepter le changement, à s'approprier les décisions.*

---

<sup>15</sup> C'est évidemment un pari. Les valeurs de justice de son groupe d'appartenance peuvent être plus fortes que celles qui fondent le cadre de la médiation

<sup>16</sup> in *The promise of Médiation : Responding to Conflict Through Empowerment and Recognition*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 1994. Développé dans le chap. 4 de l'ouvrage, cette « appropriation » des décisions prises est concomitante du fait que la médiation « transforme » les personnes



Les apports : Avec la médiation, je fais l'apprentissage du glissement d'une « justice » vers une autre qui lui soit compatible, donc toujours acceptable par mon cercle et également acceptable par l'autre. Je peux m'approprier (empowerment) les changements qui sont survenus et les accords qui ont été signés. J'en suis le co-auteur et je les assume.

A l'issue de cette première confrontation malentendus - médiation, il semble déjà que la médiation crée les conditions permettant aux personnes de découvrir par elles-mêmes le malentendu dont ils sont les « acteurs victimes ». Cette découverte n'étant pas le fruit du hasard mais le résultat du travail du médiateur dans la conduite des médiations et surtout dans son aptitude à poser, faire respecter ce cadre et le respecter lui-même. Si ce travail est effectif, les personnes auront confiance dans le travail qu'elles ont entrepris et les chances d'aboutir à une solution mutuellement satisfaisante pour réduire au mieux les tensions issues de ces malentendus seront grandes.

#### **4. Quelques éléments de terrain**

##### Les questions d'ordre ethnologiques dans la médiation de Mme et Mr L.

Elles sont sous-jacentes depuis le début de la médiation mais ce n'est qu'à la troisième séance que nous évoquons ce sujet avec la médiatrice.

*Mr L., congolais est en France depuis de nombreuses années. Il a donc atteint un niveau d'intégration qui, sans être total, est tout de même de bon niveau. C'est d'ailleurs quelqu'un d'assez cultivé faisant assez souvent référence à son éducation en France. Il a épousé Mme il y a une dizaine d'années en la faisant venir du pays. Bien que travaillant de temps en temps dans son quartier, elle a un niveau d'intégration beaucoup plus faible, acquis sur les bases matérielles de sa vie en France : mise au monde de trois enfants, assurances maladie, organisation matérielle de la vie quotidienne, apprentissage de la conduite automobile, etc...*

On est dans une situation d' « entre-deux<sup>17</sup> » cultures où chacun des protagonistes n'est pas au même endroit sur le curseur qui va d'une culture à l'autre, mais où, à cet endroit du curseur, on peut décrire les règles, la communauté d'appartenance, la communauté de justice. Cette position différente sur le curseur implique une distance entre les deux personnes. Leur référence bouge, ils ne sont pas au même niveau. A la limite, on pourrait parler de trois « cercles » en présence : les familles au Congo, le groupe des femmes congolaises partiellement intégrées en France et celui de Mr chauffeur de taxi. Cette situation, potentiellement porteuse de malentendus, a une incidence sur un malentendu plus important dont la découverte se fera en 4<sup>e</sup> séance.

##### Le malentendu source « aéroport », fondateur des crises

Au départ du couple c'est la famille (de Mr ou Mme ?) qui les a mis en relation. Ils ont donc correspondu, se sont plu sur les photos qu'ils avaient échangées et ont décidé de se marier. La rencontre à l'aéroport les a vite fait déchanter.

---

<sup>17</sup> Lire, dans le même esprit, Belhaddad S., *Entre deux, je...*, Paris, Mango document, coll. « Libre regard », 2001

*Le point de vue de Mme :*

*[...] Sur des photos échangées, elle s'était bien préparée à l'aimer mais quand ils se sont rencontrés, cela a été la douche froide. Mme : « comme je vais le voir, je vais l'aimer ». Mr : « je ne t'aime pas » ! Dès les premières secondes le malentendu s'est installé et il est toujours là 10 ans après. [La médiatrice] réitère sa question « avez-vous eu des moments de bonheur avec lui ? ». Mme ne répondra pas.*

Bien qu'aimante au départ, elle se sent prisonnière d'un homme qui non seulement ne l'aime pas mais aussi abuse de sa position de maître. Elle attendait de lui de l'affection et elle ne recueille que vexations et violences..

*« Je ne comprends pas qu'il ne comprenne pas » nous dira-t-elle.*

Cette phrase plusieurs fois prononcée et souvent ponctuée d'un langage corporel explicite prête à de nombreuses interprétations (elle ne veut pas ou ne peut pas entendre qu'il ne l'aime pas, ou elle a tout compris et ne comprend pas qu'il ne veuille pas accepter le divorce).

*Le point de vue de Mr :*

*Mr : « je ne t'aime pas » ! [...]*

*Rapidement enceinte après son arrivée en France et son mariage, Mr ne veut pas qu'elle garde son enfant et lui demande d'avorter.*

C'est la première alerte grave de l'incompréhension affective entre les conjoints. Pourquoi cet homme, déçu de la femme qu'on « lui a envoyé », n'a pas renoncé plus tôt à ce mariage ? Il semble prisonnier d'un certain nombre d'engagements pris (ou acceptés ?) soit auprès de sa communauté, soit par rapport à sa pratique religieuse, qu'il décide de respecter pour assurer le confort de sa future famille.

*Mr, furieux d'entendre que malgré tous ses efforts (probablement matériellement réels) pour faire « plaisir » à sa femme elle se sent toujours malheureuse, ne comprend pas ce qu'elle lui dit aujourd'hui, qu'elle n'a jamais ressenti de sentiments amoureux de sa part et qu'elle en souffre depuis 10 ans. Il prend cela pour un reproche [...]*

Tous les efforts qu'il peut faire pour s'amender et en particulier accéder à ses exigences matérielles s'avèrent vains puisqu'ils ne s'accompagnent jamais de l'affection qu'elle réclame. En outre, plus il fait des efforts qu'il voit ne pas satisfaire sa femme et plus il développe un sentiment d'échec et de frustration tout à fait propice à de nouvelles violences.

*L'effet de la médiation ; le temps mis pour débusquer le malentendu « aéroport »*

Hormis le travail de médiation sur le malentendu culturel présent dès la première minute des rendez-vous, le véritable effet médiateur va s'opérer sur le malentendu « aéroport ». Dans le cadre sécurisé de la médiation, Mme ne se sent pas menacée

de dire les premiers moments de son arrivée, son espoir de fonder une famille avec cet homme. Pour les mêmes raisons, Mr dit clairement le nœud du conflit conjugal : « je ne l'aime pas ». Pour nos yeux d'occidentaux, le bilan conjugal est facile à faire. Il n'est peut-être pas aussi simple à faire pour la société gabonaise mais quoiqu'il en soit, Mme comme Mr l'entendent et font un bout de chemin ensemble sur la reconnaissance du décalage affectif qui apporte une véritable clé de compréhension aux crises du couple. Le divorce reste néanmoins insoutenable aux oreilles de Mr qui pense peut-être mettre un coup d'arrêt à l'inéluctable en ne venant plus devant les médiateurs.

Mme, de son côté, peut trouver pénible les tentatives de son mari pour sauver l'impossible. Elle a été à l'origine de la demande de divorce et prolonger la médiation ne lui apporte pas grand chose sinon retarder l'échéance du jugement de divorce. Qu'elle attend de pied ferme.

### Un malentendu peut en cacher un autre :

Il est probable que si le couple s'était rencontré et (peut-être) marié au Gabon, il n'y aurait eu ni photos, ni aéroport. Derrière le malentendu « aéroport » se cache donc ici le malentendu « émigration ».

### Les différences culturelles entre les deux familles V.

C'est à la 5<sup>e</sup> séance de médiation que Mr et Mme V., que j'ai présenté en introduction, présentent leurs attentes dans le couple.

Les attentes de Mme	Les attentes de Mr
<i>Je veux me sentir aimée</i> <i>Me sentir respectée, que l'on soit à deux ou en présence d'autres personnes. Je veux me sentir reconnue comme épouse et qu'il en soit fier</i> <i>Je suis prête à un don total, prête à tout pour les deux, je veux me sentir utile à l'autre</i> <i>Me sentir en sécurité, pouvoir me reposer sur des épaules fortes, sur quelqu'un qui prenne des décisions</i> <i>Partager ma foi avec lui</i> <i>Je veux de la transparence vs l'autre, connaître la vie de l'autre, vivre en toute sérénité, qu'il communique avec moi</i> <i>Qu'il ait confiance en l'avenir</i> <i>Qu'il ne s'arrête pas au matériel et accepte que les personnes sont plus importantes que les considérations matérielles</i> <i>Qu'il s'excuse quand il a blessé</i> <i>Qu'il accepte de prendre du temps pour s'échapper à l'extérieur avec moi</i> <i>Je veux pouvoir planifier nos vacances (besoin apparu quelques minutes plus tard)</i>	A son tour, Mr commence par réagir aux déclarations de Mme :  <i>en disant qu'il n'est pas Jésus, qu'il a peur devant le degré d'engagement qu'elle lui demande et qu'il voit plutôt cette liste de besoins comme une plaidoirie de l'accusation contre lui</i>  Avant d'exprimer ses propres besoins :  <i>Je veux ne pas me sentir piégé par le couple, je veux pouvoir exister</i> <i>Pouvoir bénéficier d'un espace de liberté « sans me sentir épié »</i> <i>Je veux être aimé, je veux être compris</i> <i>Avoir le droit de pouvoir me replier dans mon espace</i> <i>Avoir le droit de pouvoir m'exprimer,</i> <i>Je veux ne pas me sentir dominé</i> <i>Je veux me sentir reconnu</i> <i>Je veux décider des vacances au dernier moment (besoin apparu quelques minutes plus tard)</i>

### L'incidence de la médiation dans le cas du malentendu « culturel »

On n'en revient pas d'avoir une telle quantité de détails sur les valeurs respectives de chacun des deux systèmes, de chacune des « communautés de justice ». Mr, comme Mme ont d'ailleurs eu le temps de préparer leur « copie ». Ils ont accepté de les préparer et ensuite, la confiance dans la médiation aidant, accepté de les présenter en séance. Entre les demandes de Mme et celles de Mr on trouve autant d'irréconciliable : « *Je veux pouvoir planifier nos vacances* » et « *je veux décider des vacances au dernier moment* » que de réconciliable : « *Je veux quelqu'un qui prenne de décisions* » et « *je veux [...] pouvoir me replier dans mon espace* ».

Dans mon compte-rendu de médiation je note que « *Curieusement le besoin de reconnaissance apparaît des deux côtés* ». Ce besoin qu'expriment les personnes et dont le médiateur est témoin peut s'expliquer par le désir pour les personnes de se sentir reconnues par l'autre dans leurs cultures d'origine, dans leurs deux « justices » différentes. On voit bien d'ailleurs comment ce malentendu est une modalité de la différence de culture entre les deux familles. Ici le bénéfice de la médiation apparaît clairement, je dirais noir sur blanc (les listes qu'ils ont d'ailleurs échangé en fin de séance) en permettant à chacun de dire sa justice et d'entendre celle de l'autre. A charge ensuite pour les personnes de tisser d'éventuels aménagements – la recherche des « possibles » - à des besoins contradictoires.

## **5. La réponse au questionnement de départ**

En réponse au questionnement initial sur l'aptitude de la Médiation Familiale à apporter une réponse aux conflits nés de malentendus, nous voyons se dessiner deux pistes. La première concerne la réponse stricte à la question posée pour savoir si et comment le processus de médiation familial est opérant dans ce cas. La seconde est liée au cheminement personnel que les personnes ont vécu au cours des semaines qu'aura duré la médiation et qui rend le retour à leur cercle initial potentiellement problématique. En reprenant les deux exemples vus ci-dessus, voyons tout d'abord ce que la médiation a apporté.

### **5.1 L'apport de la Médiation Familiale au « traitement » des malentendus**

Dans le cas des L., le temps de plusieurs séances de médiation aura été nécessaire pour briser les résistances de Mr et faire apparaître ce que j'appellerais le « malentendu fondateur » du couple. Bien que revenant sans cesse pendant les séances sur des positions de principe, Mr ne pourra rien faire contre la prégnance du ressenti négatif de Mme à son égard et sa consolidation séance après séance. Il ne pourra rien faire non plus contre son propre cheminement vers l'acceptation de ce qu'il redoute le plus : le divorce ! Un dernier sursaut le conduira à annuler la dernière séance de médiation. Nous ne saurons pas l'issue de l'audience avec le JAF mais il me paraît assez probable que l'une et l'autre des personnes s'y présenteraient déjà préparées à la non conciliation.

En ce qui concerne les V., on peut parler d'un « champ » de malentendus que la médiation a permis de mettre en lumière aux yeux des personnes. S'il fallait cependant identifier le « malentendu fondateur » je prendrais le malentendu issu de

la différence culturelle entre les deux systèmes familiaux. Outre qu'elle leur a permis de prendre conscience des bons moments passés ensemble, la médiation leur a ouvert les yeux sur les cercles d'appartenance, les valeurs et jugements de chacun. Avec l'explicitation des systèmes, le temps passé pendant et entre les séances, la reconnaissance mutuelle était présente. Mais l'un et l'autre n'ont pu que constater que la médiation avait mis à jour des besoins assez pour ne pas dire très contradictoires. Le rendez-vous manqué de la dernière séance ne scelle pas un échec. Il démontre que le déblayage considérable effectué méritait certainement une pause avant d'aller plus loin : divorce ou réconciliation ?

Dans les exemples vus précédemment comme dans d'autres médiations on peut suggérer aux médiateurs de refléter les malentendus, relever les appartenances à des cercles, les communautés de justice et d'en faire un récit à partir des éléments concrets relevés pendant les séances. Permettre ainsi aux personnes de regarder leur histoire le plus en conscience possible pour peser leur décision.

## **5.2 Le retour des personnes vers leur cercle d'appartenance**

Pendant le temps de leur médiation, les personnes sont partiellement ou totalement isolées de leurs « bases » (famille, cercle,...). Ce n'est pas un isolement carcéral ou géographique mais le cadre qui leur est imposé par le médiateur les conduit à travailler ensemble sur leur situation et les isole pendant un temps de la vie qui continue au sein de leurs familles, cercles ou entreprises d'appartenance. Ce travail induit une transformation sur les individus. Ayant pratiqué plusieurs semaines de médiation, ils ne sont plus les mêmes après qu'avant. En vivant ce cheminement ils n'ont pas entraîné les proches, ceux de leurs familles ou de leurs cercles. Ce n'était pas l'objectif et, quand bien même ils auraient voulu le faire, la médiation n'aurait certainement pas eu les résultats qu'ils ont obtenu en étant seuls avec le médiateur. Une autre façon de le dire est de dire que ces personnes ont bougé plus vite que leurs cercles d'appartenance. D'où un décalage obligatoire, après la médiation, entre les personnes et leur environnement familial (familles, cercles, etc...) et peut-être de nouvelles tensions avec celui-ci. En quelque sorte un nouveau malentendu, que j'appellerai « malentendu de décalage ».

Pour les L., le malentendu fondateur condamne définitivement la poursuite de la vie commune. Mais le divorce est probablement ce que l'un et l'autre redoutent le plus. Mme s'y est préparé depuis longtemps, peut être avec l'aide de ses amies (en France) et contre sa famille (au pays). Elle y semble plus résolue après la médiation, malgré les difficultés financières qui l'attendent. Sur la résistance que Mr met à accepter ce divorce on peut émettre plusieurs hypothèses : peur de se retrouver seul ? Sentiment de trahir un engagement pris auprès de sa communauté ou au pays ? Sentiment d'échec à construire une famille ? Résistance au changement ? Ce qu'on peut dire avec certitude c'est que Mr et Mme ont « bougé ». Ils n'ont pas bougé à la même vitesse et se retrouvent certainement plus en décalage l'un par rapport à l'autre à la fin des séances. En outre, même s'ils ne sont pas énormément en décalage avec leurs connaissances en France (les amies de Mme et le cercle des chauffeurs de taxi pour Mr), ils le sont certainement à la fin de la médiation par rapport à leurs parents au pays qui eux, restent campés sur leurs « cercles » et

« justices » de tradition. Ils étaient déjà en décalage de par leur émigration en France. On peut formuler l'hypothèse qu'ils le sont encore plus après la médiation.

A l'issue de la médiation des V., les chemins parcourus par l'un et par l'autre ne sont pas les mêmes. Mr découvre le détail et l'ampleur du fossé qui sépare sa « justice » de celle de sa femme. Ces découvertes faites pendant les séances le plongent dans un profond désarroi : « c'est le chantier dans ma tête » dira-t-il. Mme découvre, entre autres choses, que compte tenu des résistances de Mr, l'entreprise de construction d'une famille semblable à celle dans laquelle elle avait vécu serait très difficile avec lui. Le retour, dans leur cas ? Et d'abord le retour vers quoi ? Dans l'hypothèse d'un éventuel retour au foyer conjugal, Mr prend la mesure « éclairée » des difficultés qui l'attendent. Il mesure aussi que le « système » dont il est issu le handicape sérieusement dans son entreprise de rapprochement avec Mme. S'il retourne dans sa famille, sera-t-il comme avant son mariage et surtout comme avant la médiation ? Certainement pas. Pour Mme le retour est plus simple. Sa famille se réduit à elle-même avec son enfant qu'elle porte encore dans son ventre. Elle est un peu dans une situation où elle serait venue en médiation avec son « cercle » dans la mesure où ses parents sont décédés et elle est désormais seule détentrice de sa propre « justice ».

## **6. Conclusion**

Parti avec pour point de départ une analyse sociologique des malentendus générateurs de conflits en entreprise, et au terme d'un travail effectué sur la base des médiations que j'ai suivies en début 2007, plusieurs points viennent alimenter ma conclusion. Je pourrais presque dire découvertes. J'en vois cinq : le contenu des médiations, la découverte du « malentendu fondateur », l'exigence de compétence du médiateur, le « malentendu de décalage » en retour de la médiation, l'incidence du débusquage des malentendus sur la confiance des personnes.

- La difficulté du travail du médiateur est de reformuler ce qu'il entend, en ayant compris l'histoire du couple, ses enjeux, etc..., sans faire d'interprétation, tout en éclairant les malentendus observés. Or, pour l'auditeur d'une histoire, la compréhension ne se fait que par rapport à ses propres références. On n'échappe donc pas à une part d'interprétation. C'est l'une des difficultés de ce métier.

- Le malentendu fondateur est pour moi la vraie découverte de cette étude. Autant il ne me paraissait pas trop difficile, dans les médiations auxquelles j'ai participé, de faire émerger des malentendus de toutes sortes dans les conflits de couple, autant il m'est apparu fondamental de « débusquer » le malentendu fondateur. Sa différence, par rapport à d'autres malentendus plus classiques (p. ex. familles de cultures différentes) c'est d'être rédhibitoire, incurable, renvoyant parfois à des comportements « archaïques ». Plusieurs séances peuvent être nécessaires et quand il est trouvé, la médiation passe un cap : douleur des personnes, arrêt de la médiation, accords. A charge pour le médiateur de le reconnaître, de le nommer de façon très claire et ensuite de demander aux personnes de dire ce qu'elles proposent à partir de là.

- Devant la complexité du malentendu, toute la compétence du médiateur est indispensable ici : le respect du cadre (en particulier « je parle en mon nom »), une grande attention pour débusquer le moindre signe du malentendu clé, du professionnalisme pour accueillir le malentendu fondateur et de la créativité pour les aider à trouver les meilleurs arrangements compatibles avec les différences de vue entre les personnes (familles, culture,...).

- Comme les autres malentendus, le « malentendu de décalage » doit être pris en compte par le médiateur. Même si des accords ont été scellés lors de la dernière séance, le médiateur prendra soin de poser une ultime question : « après avoir participé à cette médiation, comment pensez-vous faire participer votre famille, vos amis, votre ami(e),... à votre changement de regard sur la situation, sur la personne qui était avec vous en médiation, sur les décisions prises en commun dans la médiation ? ». Il ne faut pas exclure que cette dernière question entraîne une nouvelle séance de médiation : « Comment présenter le changement à nos cercles ? »

- Celui des deux qui est le plus à l'origine du malentendu fondateur risque de se sentir découvert, débusqué, et peut prendre très mal que ce malentendu soit mis en lumière. Il peut vouloir casser la médiation (cas des L. et des V.). L'autre personne au contraire se sentira entendue, sinon reconnue et son niveau de confiance dans la médiation restera très bon.

# La notion d'égalité

*Anne-Laure PETITJEAN*

Lorsque la notion d'égalité a été abordée, le groupe formé pour réfléchir sur ce thème a spontanément établi un parallèle avec la notion de lien : l'égalité serait une des conditions de l'existence du lien social avec celle de légalité.

L'égalité est une construction humaine et culturelle. Elle peut être de fait ou de droit. On parle d'égalité de place, d'égalité des chances, d'égalité des sexes (qui renvoie aux questions d'égalité père/mère), etc...

On ne dispose pas de critères précis pour évaluer l'égalité ; il n'existe en effet ni de "respectomètre", ni d'"égalitromètre". L'égalité n'est pas à confondre avec l'identique, le similaire ou l'équitable.

Elle peut être appréhendée de façon qualitative ou quantitative : l'équité renverrait à l'aspect qualitatif tandis que la parité représenterait le quantitatif.

La parité ferait écho à la notion de légalité (qui pose les principes et l'application de l'égalité) et l'égalité à celle d'équilibre.

Cette notion renvoie à l'idéologie de la médiation familiale. En effet, le médiateur familial tend vers cette égalité : l'égalité de la place de chacun, l'égalité du temps de parole.

Mais comment peut-elle être mesurée ? Un silence peut être plus parlant qu'une parole... On parlerait de l'égalité non pas du temps de parole mais de la valeur de la parole de l'un et de l'autre.

La position dans l'entretien de chacun est aussi à questionner : s'il existe une égalité physique créée par l'équidistance entre les acteurs et le médiateur, le pouvoir et l'autorité détenus ne sont pas à égaux, de même que les liens qui unissent les personnes entre elles. Les souffrances et les positions de chacun dans leurs émotions ne sont pas égaux non plus.



# Un métier d'influence sous influence

*Sophie JABARI*

Compte-rendu des réflexions bucoliques sur le thème « **Politiques publiques et médiation familiale** »

Que le métier de médiateur soit un métier d'influence est admis. Mais qu'au sein de sa pratique le médiateur familial subisse l'influence des politiques publiques relèverait de l'éthiquement incorrect et remettrait en cause la confidentialité, la neutralité ainsi que la place de tiers de ce professionnel.

Dans une médiation spontanée, la demande d'aide vient directement des sujets, ce qui légitime l'intervention du tiers et le respect de la confidentialité.

Dans une médiation ordonnée, le juge aux affaires familiales enjoint, avec ou sans l'accord des protagonistes, de faire une médiation familiale. Avec l'accord des personnes, l'intervention du médiateur peut sembler légitime, même si certains mettent en doute la capacité des sujets à faire preuve de libre arbitre, face à l'autorité du juge. Au cours de la médiation chacun reste libre de la continuer ou bien de l'arrêter. En général, le J.A.F. fixe par avance les objectifs de la médiation. Le médiateur doit-il répondre à l'ordonnance ? En pratique, ce sont les sujets eux-mêmes qui définissent leurs objectifs.

Il est question actuellement que le juge aux affaires familiales puisse ordonner que l'enfant soit reçu et entendu par le médiateur familial. A cette question des réponses individuelles sont données : « je recevrai les deux parents », « non, c'est contraire à mes principes », « retranscrire la parole de l'enfant, ce n'est pas de ma compétence ». S'il s'agit d'auditionner et de rapporter, il n'y a plus de confidentialité. Face à une telle mesure, qui semble détourner la médiation familiale de son champ de compétences –l'accompagnement du couple en conflit- n'y a-t-il pas une position collective à adopter ? Chaque médiateur peut apporter sa réaction personnelle en s'opposant ou en acceptant d'accomplir cette tâche. Mais une réponse associative aurait, je pense, plus de poids devant le législateur.

Tous les médiateurs ne sont pas indépendants, nombre d'entre eux exercent au sein d'une institution. L'institution en proposant des médiations familiales répond elle-même à une demande sociale d'accompagnement de couple en difficulté à exercer conjointement leur autorité parentale. Chaque institution a ses propres valeurs morales en ce qui concerne la famille, le couple, la parentalité et la place de l'enfant.

Le cadre institutionnel va peser sur la pratique professionnelle du médiateur familial au risque de l'instrumentaliser. Libre à lui de se dégager de la commande institutionnelle et des normes sociales, le médiateur est bien placé pour faire valoir une pratique éthiquement correcte basée sur son rôle de tiers neutre, impartial et garant de la confidentialité des entretiens.

Comment le cadre peut-il influencer la pratique du médiateur ?

Par exemple, le médiateur reçoit une personne en entretien, il peut s'adresser à elle de différentes façons selon qu'on présuppose d'avoir en face de soi une personne, connotée « être indépendant », un individu, à priori un être entier (indivis), un sujet, sous entendu un être assujetti à..., un parent, un homme, une femme. On peut supposer que si le médiateur reçoit quelqu'un en tant que parent tous les sujets de conversation vont tourner autour de la parentalité.

La façon de s'adresser aux gens n'est pas forcément liée au cadre institutionnel, elle peut être induite par le contenu de la demande du sujet. Que ce soit dans un cadre institutionnel ou libéral, le médiateur doit-il définir les gens en fonction des sujets qu'ils abordent ?

Cette petite digression nous montre que le médiateur n'est jamais à l'abri d'une quelconque influence, qu'elle vienne du sujet, du cadre institutionnel, de lui-même ou bien des pouvoirs politiques. Il va tenter pendant toute sa carrière de s'en dégager afin de maintenir sa position de tiers. La médiation familiale est une profession récente, en pleine construction. Les politiciens, eux sont soucieux de construire une société où le tissage des liens entre les individus est suffisamment fort pour que personne ne soit marginalisé et ne dépende de la solidarité nationale, ou plutôt qu'il y en ait le moins possible. Aussi, ils s'intéressent de près à la médiation familiale pour sa qualité de remettre du lien où il y a rupture, et pour la responsabilisation du citoyen dans son devoir de parent même au-delà d'une séparation.

# Quelques réflexions préparatoires au séminaire

## Nicole BERTHOT

Le décret de 2003 créant le diplôme d'Etat de médiateur familial a défini sa mission : "intervenir auprès de personnes en situation de rupture ou de séparation afin de favoriser la reconstruction de leur lien familial et aider à la recherche de solutions répondant aux besoins de chacun des membres de la famille".

Le lien familial est une variante du lien social, mais comment le définir ? Pour les sociologues, il serait à chercher du côté des systèmes de parenté. Pour les psychologues, je n'ai pas encore trouvé à quelle notion le rattacher. "Notre société invoque l'amour comme seul critère de la relation parent-enfant" (Claude Halmos, psychanalyste).

Comment le médiateur peut-il évaluer l'état de "déconstruction" du lien familial à l'entrée en médiation, et ses chances de "reconstruction" ultérieure ? L'état de la communication est-il un critère majeur à retenir ? Quels seraient les autres ?

Retour au lien social : la communication n'est-elle pas un déterminant de la qualité du lien social ?

Une communication "non-violente" favoriserait-elle le développement de la fraternité ?

L'espace de médiation peut-il être une expérience d'un mode de communication susceptible de se prolonger dans la vie quotidienne, pour un meilleur respect de soi-même et de l'autre, ou doit-il être un lieu d'apprentissage d'un mode relationnel susceptible de pacifier les liens sociaux ?

## Geneviève WARLOP

Mon mémoire en 1996 s'intitulait : La médiation : "une bulle dans le réseau social". C'est dire l'importance pour moi d'un travail de réseau.

Je n'ai eu de cesse, depuis le début de ma formation, de rencontrer les partenaires sociaux, d'organiser des rencontres pour faire connaître et expliquer ce qu'est la médiation familiale.

Je relis ce mémoire et en tire quelques lignes : "Le travail de médiation demande du temps et ne peut s'accommoder d'une démarche d'efficacité immédiate. Il faut donc permettre au médiateur de garder une certaine "distance" vis à vis des autres partenaires du réseau qui sont forcément plus liés à la réalisation pratique de la procédure de séparation".

Pour exprimer cette place du médiateur, j'utiliserai une métaphore empruntée à Georges Brassens : au sein de l'orage que représente le conflit, dans une démarche parfois conçue comme un enfer aussi bien pour des raisons matérielles que psychologiques, le médiateur, à défaut d'offrir "un petit coin de paradis" se propose d'offrir "un petit coin de parapluie", un abri momentané, une pause pour faire le point calmement, se reconstruire et sauver ce qui peut être sauvé.

### **Sophie JABARI**

Quand je parle de lien social, je fais référence à l'ensemble des relations entretenues par un individu envers son entourage dans différentes sphères ; comme la sociologue Dominique MEDA qui parle des cinq sphères d'investissement personnel : sphère professionnelle, amis, famille, politique et loisir. En médiation familiale, dans quelle sphère cherchons-nous à restaurer le lien ? Quelle est la nature de ce lien ?

Nous rencontrons souvent, un homme et une femme, qui se sont unis, ont eu des enfants et qui aujourd'hui, rencontrent un drame sans précédent : ils se séparent. Désormais, devant la loi, ils devront coopérer afin d'exercer dans l'intérêt de l'enfant leur droits et devoirs parentaux. Ici, le lien conjugal est rompu, mais le lien parental perdure. Si chaque sphère décrite précédemment définit un cas particulier de lien social, se distingue alors une nouvelle sphère : la sphère parentale. C'est le lien de filiation qui va justifier pour l'individu, l'élaboration d'un lien social entre ex-conjoints.

### **Odile HAYREAUD**

La médiation familiale peut favoriser la restauration du lien social.

Elle permet de « re-nouer » des liens entre deux ou plusieurs individus, de restaurer des liens de fraternité, des liens affectifs et, ou, amicaux. Ces liens amènent les personnes à sortir de leur individualité, pour s'ouvrir à l'autre, à l'extérieur, pour enfin s'ouvrir sur eux-mêmes.

Ainsi ces liens permettent de retrouver du sens à leur vie, un esprit nouveau à la solidarité et la fraternité, ce qui « ré-unit » pour un vivre ensemble et s'ouvrir enfin sur un autre paradigme

### **Brigitte GARY**

«Quelques propos décousus sur MF et Lien social !»

- Le mariage : ce lien social dont on parle si peu... (JM BLASSEL Thérapeute de couple...)
- La famille comme cellule de base de la société, comme premier lieu d'apprentissage de l'altérité et du vivre ensemble, porteuse de cohésion sociale ?
- Dans la définition officielle : "la médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial"... Le lien familial est-il un sous-ensemble inclus dans le lien social ? Ce qui renvoie à la sphère privée et la sphère publique...
- La médiation dans son sens général est dans la prévention des conflits, la création de lien social ou sa réparation, la restauration de la relation, renouer...
- Créer du lien c'est faire grandir l'autre, c'est restaurer un tissu social dans un quartier par exemple... C'est assurer une fonction de liaison, de « gestion des tensions sociales » (GUILLAUME-HOFNUNG)
- La médiation dite sociale a pour objectif la prévention de la violence et le rétablissement du lien social. Cela paraît moins évident pour la Médiation Familiale. Pourtant, combien de SDF ne seraient pas dans la rue si au moment de leur divorce, ils avaient pu entamer une MF ! Préserver le lien parental, préserver le lien avec leurs enfants, trouver des solutions par eux-mêmes, faire jouer la solidarité familiale...
- Combien de jeunes sont-ils sans repères après la rupture de lien avec leur père, le plus souvent suite à une séparation et sont-ils dans la violence après avoir été

témoins habituels de la haine de l'autre ? Sont-ils les victimes d'une rupture de communication en famille ?

- La médiation vise à responsabiliser les « citoyens », à leur permettre de vivre ensemble tout en respectant la singularité de l'autre.
- C'est un mode de régulation sociale : renouer le dialogue pour vivre ensemble mais ne risquons-nous pas de dériver vers le contrôle social ? Par exemple, quand les CAF poussent à la médiation familiale pour les bénéficiaires d'Allocation de soutien familial ou d'Allocation de Parent Isolé... Dans sa circulaire du 6 juillet 1998, la CNAF ne parlait-elle pas déjà de la médiation familiale comme : « **d'une intervention sociale** visant à amener un accord en proposant une conciliation entre les parties du litige dans le cadre d'un conflit familial » ?

### **Stéphane DITCHEV**

- Dans aucune société du monde, il n'y a eu de liens sociaux sans liens familiaux. La famille est le premier lieu de lien social.
- Les liens familiaux se sont trouvés intégrés à une norme sociale, définissant en retour une certaine image de la famille, et certains types de liens familiaux.
- Depuis des siècles, le type de liens familiaux "normés" est représenté par le mariage.
- Aujourd'hui, la norme "mariage" a éclaté : un couple marié sur deux divorce, et en plus, un couple sur deux ne se marie pas.
- Là où précédemment, on parlait de la Famille, on parle maintenant de familleS, même si de tous temps la famille, c'est père + mère + enfants. Il y a seulement un changement de statuts.
- Là où, précédemment, la famille et les institutions garantissaient les liens familiaux et le maintien des liens, maintenant ni la famille ni les institutions ne garantissent ni les liens ni le maintien des liens. Au contraire, on a presque une garantie de rupture de liens.
- La médiation familiale redonne du lien familial, et du sens à ce lien. Et, par là-même, redonne du lien social et du sens au lien social.
- L'éclosion de la médiation familiale, dès les années 80, a permis que se développent, en parallèle, différents types de médiation en général.
- Nous sommes là, avec la médiation familiale, au cœur d'une interférence entre liens familiaux / liens sociaux / norme sociale, et c'est sans doute un des fondements de la démocratie, et cela redonne du sens à la norme sociale, qui apparaît comme une nouvelle norme sociale.
- Ce mouvement social, tout autant idéologique, s'accompagne forcément pour les médiateurs familiaux de questions éthiques sur les liens familiaux.

### **Marie Claude SIXDENIER**

A partir de réflexions personnelles et de la lecture de l'article d'A.DUCOUSSO LACAZE «La médiation familiale, le mythe de l'individu et les liens familiaux » in DIALOGUE N° 170 / déc.2005, je propose à la réflexion commune les points suivants :

- La MF ne se présente-t-elle pas souvent comme une « technique d'action sur l'humain » parmi d'autres, permettant de « fabriquer » ou de soutenir les individus

supposés libres, autonomes, responsables que la société promet et dont peut-être elle a besoin ?

- Quelle place pour l'inconscient dans la pratique de la MF ? Les liens familiaux \_ conjugaux ou parentaux \_ ne relèvent pas que du choix libre d'individus autonomes. Faute de le prendre en considération, les MF ne risquent-ils pas de « se mettre au service de la normalisation des personnes » et des modes de vie familiaux ?
- La spécificité des liens familiaux (à la fois biologiques, affectifs et institués) permet-elle vraiment d'envisager la MF comme une médiation « comme les autres » ?

### **Marie-France SCHUMACHER**

- La médiation familiale répond à une demande ou une commande sociale ? Est-elle à considérer comme une alternative à une réponse judiciaire ou administrative ?
- Définie comme un processus de construction ou de reconstruction des liens d'alliance ou de filiation, son objet serait-il de rappeler les dispositions légales et les valeurs qui les fondent ?
- Durant les rencontres dans l'espace de médiation, lorsque peu à peu chacune des personnes parvient à identifier l'autre au-delà des "empreintes" ou des bruits qu'il a laissés ou produits, la demande exprimée n'est-elle pas demande de reconnaissance, de re-liance ?

En offrant un espace relationnel où chacun peut occuper sa place, reconnu par le regard de l'autre, partager, réfléchir à une question commune, développer des stratégies respectueuses qui leur sont bien communes et du bien de tous, ne pourrait-on pas dire qu'il s'agirait d'une possible expérimentation de restauration des liens ?

### **Isabelle JUES**

Je partirais d'un essai de définition du lien social, « ce qui fait ciment en assurant à la fois aux individus le sens de leur identité propre et à l'ensemble sa cohésion » (A. CAILLE, Revue du MAUSS)

Qu'est-ce qui constitue, qu'est-ce qui unit, qu'est-ce qui circule, qu'est-ce qui se transmet ?

L'idéal démocratique, qui fonde notre société, s'appuie à la fois sur l'histoire, les droits de l'homme et sur l'échange.

Quel rapport avec la médiation ? La médiation travaille justement, à partir des récits de chacun, à la prise en compte des besoins des personnes à travers le dialogue et la rencontre.

La médiation s'appuie sur des principes éthiques de liberté, de respect, de solidarité, d'équité. Pourrait-on dire qu'elle est un laboratoire du lien social, en ce sens qu'elle permet l'expérimentation du dialogue dans l'affirmation de soi et la reconnaissance de l'autre ?

Elle contribue par là-même à l'évolution des rapports entre les individus, des échanges dans les familles et donc du rôle de l'Etat.

« C'est en pratiquant les actions justes qu'on devient juste » (Aristote)

**REACTIONS**

**AUX ARTICLES PARUS**

**DANS LES REVUES PRECEDENTES**

**Dans la revue N°**

**Sur l'article de**

**DANS CETTE RUBRIQUE, NOUS VOUS INVITONS A FAIRE PART  
DE VOS REACTIONS AUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES  
PRECEDENTES.**